

Préparer l'avenir

RAPPORT D'ACTIVITÉ 2025





- 02 Entretien**
avec Olivier Sichel, directeur général
du groupe Caisse des Dépôts
- 05 Tribune**
de Jean-René Cazeneuve,
président de la Commission
de surveillance de la Caisse des Dépôts
- 06 Faits marquants 2025**

POUR UNE FRANCE



- 11** Quelle gestion de l'eau
dans nos territoires ?
- 12** Agir pour l'adaptation
des territoires
- 14** Mobilité décarbonée
- 15** Tourisme & Patrimoine



- 17** L'immobilier :
un vecteur de
la réindustrialisation ?
- 18** Agir pour notre sécurité
- 20** Souveraineté
énergétique
- 21** Agriculture &
Souveraineté



- 23** Santé et accès
aux soins : quelles
offres de financement ?
- 24** Agir pour la jeunesse
- 26** Vitalité des territoires
- 27** Santé & Numérique



30	Missions
31	Métiers
32	Rôle d'opérateur public
34	Gouvernance
36	Axes stratégiques
37	Secteurs d'intervention
38	Modèle d'affaires
40	Modèle économique
41	Bilan et résultats
42	Politique durable
44	Partenaire de confiance
46	Engagé pour l'exemplarité

Depuis plus de deux siècles, la Caisse des Dépôts incarne un modèle de confiance au service de l'intérêt général. Acteur et partenaire de long terme des grandes mutations du pays et de la société, elle s'est sans cesse transformée pour relever les défis de chaque époque et préparer l'avenir. En 2025, face à l'instabilité et aux incertitudes, sa solidité lui a permis de renforcer ses actions pour transformer le pays et l'accompagner vers l'ère qui s'ouvre.

entretien



Olivier Sichel, directeur général du groupe Caisse des Dépôts, revient sur une année 2025 marquée par des résultats exceptionnels et réaffirme les ambitions du Groupe au service de l'intérêt général.

« Nous faisons œuvre utile pour le pays, et préparons l'avenir. Dans un contexte complexe, ce bilan nous enjoint à la prudence et à l'humilité. »

Votre première année à la tête du groupe Caisse des Dépôts a été marquée par des résultats solides. Comment expliquez-vous cette performance dans un contexte économique pourtant instable ?

OLIVIER SICHEL — Les résultats financiers et extra-financiers 2025 du groupe de la Caisse des Dépôts démontrent la robustesse de notre modèle et l'utilité de notre action pour notre pays. Cette réussite tient en partie aux choix que nous avons su faire au cours de cette année pendant laquelle la situation d'instabilité politique, géopolitique et économique s'est intensifiée, et pour beaucoup à la pertinence de nos orientations stratégiques de long terme. Ces orientations permettent de désensibiliser une partie de notre activité à la conjoncture, et de jouer notre rôle contracyclique dans des secteurs clés et exposés à cette instabilité, comme le secteur du logement et de la construction.

Cette performance est d'abord collective : nous la devons à la qualité du travail des équipes de notre Groupe, à leur détermination pour conduire et concrétiser des projets, parfois complexes, et structurants pour notre pays, et à leur capacité à coordonner leurs actions. Je tiens à remercier les femmes et les hommes de notre Groupe qui agissent et s'engagent tout au long de l'année pour être au rendez-vous des attentes de nos clients et partenaires.

Le climat d'incertitude que nous traversons confirme le sens de notre mission : être un acteur stable, de confiance, et ancré dans le temps long. Dès le mois de janvier, et lors de ma nomination en juin, j'ai souhaité que 2025 soit une année d'accélération sur l'ensemble de nos priorités stratégiques.

Aujourd'hui, nos performances l'attestent : notre résultat agrégé, à hauteur de 5 milliards d'euros (Md€) est élevé. Il nous donne la capacité d'apporter une contribution massive de 3,3 Md€ au budget de l'État et de renforcer nos fonds propres, c'est-à-dire notre capacité à agir à long terme au service de l'intérêt général.

La vitalité de notre institution repose sur la complémentarité de nos activités : celles de nos filiales et participations stratégiques, les gestions d'actifs, l'action de la Banque des Territoires pour mettre l'épargne des Françaises et des Français au service de la cohésion sociale et territoriale ou les interventions de la Direction des politiques sociales pour accompagner nos concitoyens dans leurs parcours de vie et l'accès à leurs droits sociaux.

Ces résultats témoignent de notre capacité d'action concrète au service de la collectivité : accélérer la production de logement abordable, financer la transformation écologique, le développement économique, et renforcer les souverainetés dans des secteurs stratégiques comme l'énergie ou la défense. Nous faisons œuvre utile pour le pays et préparons l'avenir. Dans un contexte complexe, ce bilan nous enjoint à la prudence et à l'humilité. Ce bilan conforte aussi notre détermination à être un acteur au service de l'intérêt général, à la fois financeur, investisseur et opérateur des grandes transformations de notre pays.

Quelles ont été les réalisations marquantes de l'année ?

O.S. — L'année 2025 illustre avec force la vitalité de notre engagement.

Face à l'urgence climatique et écologique, nous avons mobilisé 35 Md€ cette année qui ont contribué à des transports plus propres, à la rénovation énergétique de bâtiments publics, notamment d'écoles à travers le programme EdurénoV, au développement des énergies renouvelables, ou au déploiement de solutions qui préservent les ressources en eau ou la biodiversité. Ces résultats 2025 sont un signe de la maturité de la prise en compte des enjeux écologiques dans notre pays. Ils nous ont permis de rehausser notre cible à horizon 5 ans, de 100 à 130 Md€.

Nous avons également engagé près de 6 Md€ dans des actions concrètes dans les secteurs de la santé et du grand âge : le financement de structures sanitaires et médico-sociales, l'accompagnement de solutions innovantes en matière de prévention en santé, le développement de services numériques, etc. Ces résultats traduisent la dynamique déjà à l'œuvre dans le cadre de la feuille de route santé et grand âge que nous avons lancée en 2025 pour renforcer notre engagement dans ces secteurs, en mobilisant une enveloppe de 25 Md€ à horizon 5 ans.

2025 a aussi été marquée par notre capacité à nous projeter et à prendre des engagements importants, à l'échelle du Groupe, dans des secteurs prioritaires pour notre pays. Nous avons décidé de consacrer une enveloppe de 6 Md€ aux territoires de montagne, lancé un programme de 500 M€ en faveur de l'Aide sociale à l'enfance (ASE), et soutenons la création de plus de 75 000 logements étudiants via le programme AGiLE. La Caisse des Dépôts a consolidé son offre en matière de reconversion des friches et pour soutenir la structuration de secteurs stratégiques comme l'agro-alimentaire.

Notre action est intimement liée aux besoins quotidiens concrets des Français. Nous avons accordé en 2025 un montant record de 41,7 Md€ de nouveaux prêts, c'est 46 % de plus qu'en 2024, principalement dédiés à la construction et à la rénovation de logements abordables. 123 000 nouveaux logements abordables (sociaux et intermédiaires) ont ainsi été financés par la Banque des Territoires, c'est près d'un logement sur deux dans notre pays.

Le contexte d'instabilité nous oblige à prendre conscience de nos vulnérabilités et nous engage à agir. La création de l'Indice de résilience numérique (IRN) qui se déploiera en 2026 en constitue une illustration. Notre action en faveur du soutien à la défense, à travers le financement de notre Base industrielle et technologique de défense (BITD) participe de cet objectif.

Comment expliquer ce montant record de prêts sur fonds d'épargne ?

O.S. — Il y a de multiples facteurs. Nos résultats sont portés par la compétitivité de nos financements basée sur le taux du Livret A et par la pertinence de nos produits, des offres de financement de long terme, jusqu'à 80 ans, adaptées aux projets des acteurs des territoires avec des durées d'amortissement très longues : des infrastructures ferroviaires, des réseaux de gestion de l'eau, des parcs de logements sociaux construits aux meilleurs standards en matière environnementale.

Ces bonnes nouvelles, elles viennent aussi du dynamisme de nos clients : en cette année préélectorale, les collectivités territoriales ont continué à investir massivement. Les organismes de logements sociaux ont joué leur rôle contracyclique, en miroir de la demande très forte de logements abordables dans notre pays.

Par ailleurs, notre implantation dans les territoires nous permet de capter ces besoins, d'y répondre au plus juste et de proposer, au-delà du financement, un véritable accompagnement de nos partenaires dans le montage de leurs projets.

Ces chiffres sont aussi l'occasion de rappeler l'impact positif des dépôts sur les livrets A, livrets de développement durable et solidaire, ou livrets d'épargne populaire. Cette épargne, à la Caisse des Dépôts, nous la mettons directement à leur service, à travers les grandes infrastructures d'avenir que nous contribuons à financer.

Enfin, ce montant record tient compte du dispositif exceptionnel de refinancement des prêts en faveur de la transition énergétique et écologique (PRTEE), qui représente 8,3 Md€ en 2025.

Quelle conséquence a eu la baisse du taux du Livret A et la baisse de la collecte des livrets d'épargne réglementée sur vos ambitions ?

O.S. — La baisse de la collecte en 2025, en raison de la baisse des taux, fait suite à plusieurs années de collecte extrêmement forte. Et elle résulte d'un calcul rationnel des épargnants. La baisse du taux du Livret A constitue en réalité une opportunité pour les emprunteurs car le taux des prêts est indexé sur celui du Livret A. Concrètement, cela signifie moins de charges financières pour les collectivités et les bailleurs sociaux, ce qui rend leurs projets plus accessibles et plus rapidement réalisables.

Cette baisse du taux et la baisse de la collecte ne remettent pas en cause la robustesse de notre modèle. Aujourd'hui, le Fonds d'épargne, c'est plus de 400 Md€ centralisés à la Caisse des Dépôts, dont plus de la moitié est transformée en prêts de long terme pour financer des projets d'intérêt général.

Quelle dynamique souhaitez-vous insuffler pour cette année et les prochaines ?

O.S. — Nos résultats 2025 nous permettent d'aborder 2026 avec sérénité et détermination. Nous devons, dans le contexte actuel, poursuivre nos trois priorités majeures.

Nous accélérons notre action en faveur de la transformation écologique face à l'urgence climatique. Nous œuvrons pour cela à la décarbonation de notre mix énergétique, à l'augmentation de la capacité des énergies renouvelables en exploitation, à la transformation de notre réseau électrique avec RTE, à l'électrification de notre économie, de nos usages, à la rénovation thermique. Et nous veillons également à inciter les entreprises dans lesquelles nous investissons à se doter de trajectoires solides de décarbonation.

Nous intensifions nos actions pour soutenir la cohésion sociale et territoriale. Nous continuerons de travailler avec les acteurs de terrain et d'accompagner les équipes municipales arrivées cette année. Nous agissons pour le renforcement de l'accès aux droits à travers notre rôle d'opérateurs pour déployer les passeports de compétences et de prévention.

Nous continuerons à œuvrer pour le renforcement de notre autonomie stratégique. Nous garderons le cap de la réindustrialisation, notamment dans le secteur de la défense, en mobilisant nos expertises et nos outils d'investisseur responsable et de long terme. La mobilisation du Fonds d'épargne dans le financement du nouveau nucléaire répond au double impératif d'apporter des financements adaptés à ces sites et de construire notre autonomie énergétique.

Notre souveraineté dépendra également des choix que nous ferons dans le secteur du numérique et dans notre faculté à accompagner les ruptures. Le lancement du plan Horizon Numérique 2030, doté de 18 Md€, porte l'ambition d'accompagner des champions européens de l'intelligence artificielle (IA), de renforcer les infrastructures numériques souveraines et de structurer une chaîne de valeur du numérique au niveau européen. Le soutien à l'offre est indissociable d'un soutien à la demande. C'est pourquoi la mobilisation de la commande publique et privée française et européenne en faveur de nos entreprises sera décisive, à l'image du partenariat que nous avons engagé avec la société Mistral.

La coopération entre nos équipes, la complémentarité des offres de notre Groupe sera décisive pour atteindre ces objectifs, c'est le sens de notre démarche Action Groupe qui vise à renforcer nos synergies. C'est un message que nous envoyons à nos partenaires, nous mettons tout en œuvre pour faciliter le déploiement de nos moyens au plus près de vos besoins.

C'est là notre ambition et notre mission, qui guide notre action depuis maintenant 210 ans, construire une France plus résiliente, plus autonome, et plus solidaire.

« Nos résultats 2025 nous permettent d'aborder 2026 avec sérénité et détermination. »



JEAN-RENÉ CAZENEUVE, PRÉSIDENT DE LA COMMISSION DE SURVEILLANCE DE LA CAISSE DES DÉPÔTS, DÉPUTÉ DE LA PREMIÈRE CIRCONSCRIPTION DU GERS

En 2025, le groupe Caisse des Dépôts a confirmé ce qui fait sa force, la capacité à servir l'intérêt général et le développement économique du pays, y compris lorsque les circonstances s'y prêtent peu. Dans

un contexte marqué par des crises au Moyen-Orient, des perturbations induites par la politique commerciale américaine, et par une crise politique nationale qui a rendu complexe l'adoption du budget 2025, le Groupe a une nouvelle fois démontré sa résilience. Il a poursuivi son action au service des grands défis qui structurent notre mission : la transformation écologique, la cohésion sociale et territoriale, le développement économique et la souveraineté de notre pays.

L'engagement d'investir désormais près de 130 Md€ dans la transition écologique d'ici à 2028 demeure un horizon ferme et non négociable. La Commission de surveillance a veillé à la bonne trajectoire de cet objectif et entend continuer de le faire avec la même vigilance. C'est un contrat passé avec la Nation.

La cohésion sociale et territoriale occupe une place centrale dans nos travaux. La Commission de surveillance a maintenu une exigence forte quant au niveau d'implication du Groupe dans le secteur du logement social et de la politique de la ville. Elle a, par ailleurs, porté une attention soutenue au groupe La Poste avec notamment l'arrivée d'une nouvelle présidente-directrice générale, Marie-Ange Debon, à la tête de cette filiale majeure du Groupe, nomination que la Commission de surveillance a suivie avec intérêt et attention. Nous restons profondément attachés aux missions de service public de La Poste. La réflexion engagée sur leur financement et leur périmètre, assumés par un groupe soumis à de profondes mutations structurelles, doit continuer.

La Commission de surveillance a également exercé, tout au long de l'année, sa mission de protection de l'épargne des Français. Elle a, à ce titre, suivi avec attention les évolutions de la collecte du livret A. La décollecte observée à compter de septembre 2025 appelle une vigilance accrue quant à la capacité de mobilisation de l'épargne réglementée au service du financement du logement social et, dans le futur, du programme de nouveau nucléaire français.

L'année 2025 a consacré le rôle de premier financeur des collectivités territoriales de la Caisse des Dépôts, plus que jamais acteur central de l'investissement public dans nos territoires. Sur le terrain de la souveraineté, la Commission a soutenu la création du fonds Défense porté par Bpifrance, ce qui constitue un signal fort : en mobilisant des capitaux vers les entreprises de la Base industrielle et technologique de défense (BITD), le Groupe affirme sa capacité à mettre ses outils financiers au service de priorités nationales qui dépassent le seul champ économique.

Tout au long de l'année, la Commission de surveillance a poursuivi ses travaux avec rigueur sur des sujets aussi divers que la déontologie et l'égalité femmes-hommes.

Au nom de l'ensemble des Commissaires surveillants, je tiens à exprimer ma reconnaissance à l'ensemble des collaboratrices et collaborateurs du Groupe, qui s'acquittent chaque jour avec engagement de leurs missions d'intérêt général, défendant avec énergie l'indépendance et la singularité de cette institution.

L'année 2025 a été marquée par des bouleversements majeurs sur les plans économique, politique et géopolitique. Dans ce contexte d'instabilité, le Groupe a fait preuve de solidité et réaffirmé son rôle de financeur public au service de l'intérêt général, pour une France plus résiliente, autonome et solidaire.

Janvier

VERS UN NOUVEL ORDRE MONDIAL

Face à l'intensification des tensions commerciales internationales et à leur impact sur l'équilibre économique mondial, l'Union européenne et la France réaffirment l'importance de renforcer leur autonomie stratégique. Une priorité qui s'inscrit pleinement dans les orientations du Groupe, en faveur du renforcement des souverainetés (industrielle, énergétique, financière et numérique).



Février

L'INTELLIGENCE ARTIFICIELLE AU CŒUR DE LA COOPÉRATION INTERNATIONALE

Organisé en France, le Sommet pour l'action sur l'intelligence artificielle (SAIA) a réuni des représentants de plus de 100 pays autour des enjeux de financement et de cybersécurité. Un sujet dont la Caisse des Dépôts s'est saisie, en combinant accompagnement territorial, investissements stratégiques (Mistral IA), innovation financière et promotion d'une gouvernance éthique.

Panorama de l'année 2025

Mars

L'INDUSTRIE DE DÉFENSE S'ORGANISE

Dans un contexte de tensions géopolitiques accrues et de réarmement accéléré, les dirigeants européens et français s'engagent à renforcer les capacités industrielles et militaires. En tant que partenaire de mise en œuvre des politiques publiques, la CDC s'engage à renforcer son soutien financier à la Base industrielle et technologique de défense (BITD), aux infrastructures critiques utiles à la défense (logements, énergie, numérique), et à s'aligner sur les plans européens de réarmement, tout en promouvant une approche souveraine et responsable.



Juillet-Août

LA FRANCE ENREGISTRE DES RECORDS DE CHALEUR

Avec 22,2 °C de moyenne, l'été 2025 a été le troisième plus chaud jamais enregistré en France (après 2003 et 2022). La conséquence d'une accélération du dérèglement climatique qui oblige nos territoires et nos entreprises à s'adapter. Pour les accompagner, le Groupe déploie des outils et des offres d'ingénierie et de financement sur mesure.



Septembre

L'INSTABILITÉ POLITIQUE ET BUDGÉTAIRE SE POURSUIT

L'échec des négociations sur le budget des gouvernements successifs n'a pas été sans conséquences pour l'activité économique du pays et le financement des politiques publiques. Assumant pleinement son rôle contracyclique, le Groupe a renforcé son soutien (conseil, financement) auprès des acteurs économiques et des collectivités locales au service de la cohésion sociale et territoriale.

La Caisse des Dépôts a accordé un montant record de nouveaux prêts de 41,7 Md€ en 2025, dont 22,9 Md€ en faveur du logement et de la politique de la ville.



Novembre-Décembre

COP 30 BELÉM

Dix ans après l'Accord de Paris (décembre 2015), la COP 30 a mis en évidence un essoufflement du multilatéralisme, avec des négociations au point mort. Pour autant, l'objectif de neutralité carbone collective à horizon 2050 reste le fondement des politiques publiques de l'Union européenne et de la France pour guider l'action collective sur la voie de la neutralité carbone. Le groupe Caisse des Dépôts, qui a fait de la transformation écologique un des piliers de sa stratégie, en prévoyant 130 Md€ de financement en cinq ans, a déjà engagé 63 Md€ en deux ans.

POUR UNE FRANCE



Une France plus résiliente, plus autonome, plus solidaire.

C'est une France qui se prépare à demain, avec audace et détermination.

Une France où chaque territoire s'adapte au changement climatique, préserve ses ressources et ses sols, et renforce la durabilité de ses infrastructures et de ses services essentiels. Où collectivités et entreprises innovent ensemble pour une économie locale plus pérenne.

C'est aussi une France qui reprend le contrôle de son destin : en maîtrisant ses filières stratégiques, en accélérant la décarbonation de son économie, en modernisant ses outils de production. Pour gagner en compétitivité et en sécurité.

Enfin, c'est une France qui ne laisse personne de côté. Où l'accès au logement, à la santé et plus largement aux services publics est une réalité pour tous. Où l'innovation, numérique et technologique, sert d'abord les plus fragiles.

C'est cette France-là que le groupe Caisse des Dépôts accompagne, chaque jour, et que nous vous invitons à découvrir.

POUR UNE FRANCE



Plus résiliente.

Les territoires sont en première ligne pour s'adapter aux conséquences du dérèglement climatique. Gestion des ressources, préservation de la biodiversité, pérennisation de l'économie locale, le groupe Caisse des Dépôts déploie, à leurs côtés, des solutions d'accompagnement concrètes. Dans ce chapitre, il sera question de l'eau, une ressource au cœur du fonctionnement et de la vitalité des territoires ; de sobriété foncière et de solutions fondées sur la nature ; de mobilité décarbonée et, enfin, de valorisation du patrimoine touristique comme levier d'attractivité.



Quelle gestion de l'eau dans nos territoires ?

R E G A R D S C R O I S É S

EMILY LORIENTTE, CHARGÉE DE MISSION EAU POTABLE AUPRÈS DE LA COMMUNAUTÉ DE COMMUNES DE CHAMPAGNE PICARDE & **PHILIPPE LASSERRE**, CHEF DE PROJET AQUAREPÈRE, BANQUE DES TERRITOIRES

Quels sont les enjeux liés à l'eau sur votre territoire ?

Emily Lorientte : Nous sommes sur un territoire à dominante agricole et cette activité a un impact direct sur la qualité de l'eau. La Préfecture a par exemple été obligée par le passé d'interdire temporairement la consommation d'eau en raison de la présence de pesticides et de nitrates à des taux supérieurs aux normes sanitaires. Un autre enjeu concerne la disponibilité de la ressource. L'irrigation des parcelles nécessite de prélever des quantités d'eau souterraine importantes, seulement ces réserves ne sont pas infinies. Face à ces défis, mon rôle est de mettre les acteurs de l'eau autour de la table et de poser le cadre d'un dialogue constructif. J'interviens ensuite pour accompagner l' élu ou l'organe en charge de la distribution de l'eau dans la mise en place d'une stratégie de préservation de la ressource en eau. Sur le territoire de Champagne Picarde, nous avons déterminé quatre priorités d'action : la reconquête de la biodiversité ; l'amélioration de la qualité de l'eau ; l'adaptation au changement climatique et l'optimisation du « patrimoine de l'eau », c'est-à-dire l'amélioration des performances des réseaux d'eau. Sur ce dernier point, nous allons équiper les réseaux d'eau d'objets connectés (ex. débitmètres) afin d'anticiper les besoins de modernisation des infrastructures en question. Notre ambition est d'amener le territoire à passer d'une logique curative à une logique préventive.

Quelles solutions Aquarepère peut-il apporter aux territoires ?

Philippe Lasserre : Aquarepère a été pensé comme un outil d'information et d'aide à la décision pour les gestionnaires de l'eau dans les territoires. Son premier atout, c'est d'objectiver la donnée sur l'état de la ressource (quantité et qualité),

Aquagir a lancé le tout premier kit gratuit dédié aux élus pour les aider à mieux appréhender la gestion de l'eau sur leur territoire. Il fournit les bases essentielles sur le cycle de l'eau et ses enjeux, et permet de mieux comprendre la gouvernance locale de l'eau.
<https://aquagir.fr/>



et de le faire de manière simple et visuelle, pour donner à l'ensemble des acteurs des repères pour mieux appréhender la question de l'eau. Pour l' élu en charge, il n'est pas toujours évident de comprendre que l'eau relève d'un cycle unique et que par conséquent « le territoire de l'eau » dépasse les simples frontières administratives. Aquarepère aide à cette visualisation. La gouvernance de l'eau, et sa multitude d'acteurs, est aussi un facteur de complexité. En septembre, Aquarepère proposera un annuaire des acteurs de l'eau, accompagné de retours d'expériences locales et nationales sur toute une série de thématiques à fort enjeu. Enfin, dans cette logique de prévention des risques et d'adaptation au changement climatique, il sera aussi question d'y intégrer une dizaine d'indicateurs qui permettront d'évaluer et d'anticiper l'évolution de la ressource sur le territoire à horizon 2050 et 2100.

Un an après son lancement, quel bilan en tirez-vous ?

EM : Aquarepère est un outil essentiel de vulgarisation de l'information scientifique sur l'eau et de diffusion de la connaissance. Il nous permet d'objectiver les débats, et s'il y a lieu, de désamorcer les tensions. En ce sens, il complète parfaitement les kits de sensibilisation et les animations proposés par la plateforme aquagir.fr qui visent à enclencher une « mise en mouvement » des acteurs et poser les bases d'un cadre de coopération.

PL : La plateforme aquagir.fr pilotée par la Banque des Territoires va en effet permettre d'aller un cran plus loin dans la réflexion en proposant par exemple un moteur de recherche de financement, une place de marché pour contacter facilement les acteurs publics et privés de la gestion de l'eau proches de son territoire et la présentation de notre offre d'ingénierie et de prêts.

Chiffres clés

148 L

d'eau consommée en moyenne par habitant par jour

612

projets d'eau et d'assainissement financés par le Groupe en 2025, au profit potentiel de 28 millions d'usagers

1L/5

volume perdu par fuites dans le réseau de 900 000 km de distribution d'eau potable en France

Agir pour l'adaptation



des territoires

Plus de 5000 hectares
ont été renaturés par CDC
Biodiversité en 2025.

Comment remettre la nature
au cœur des projets ?



MARIANNE LOURADOUR,
Présidente de CDC Biodiversité

„ Je constate combien l'artificialisation des sols accentue la vulnérabilité des territoires face au changement climatique. Imperméabilisation, îlots de chaleur, ruissellements inopinés et inondations imposent une action structurée et collective. Des solutions éprouvées existent : solutions fondées sur la nature, renaturation et sobriété foncière. Les acteurs de la ville s'engagent désormais plus fortement pour la biodiversité. Aux côtés d'Icade, nous intégrons ces enjeux dès la conception des projets urbains ; avec CDC Habitat, nous contribuons à des quartiers plus adaptés et plus résilients en France afin d'accompagner les trajectoires écologiques des territoires durables.



En 2025, la France a connu sa quatrième année la plus chaude jamais enregistrée, avec des températures dépassant les normales saisonnières un jour sur deux (source : Météo-France). Face à cette réalité, la réduction des émissions de gaz à effet de serre, bien qu'indispensable, ne suffit plus à elle seule. L'adaptation des territoires devient une nécessité absolue.

S'adapter pour un territoire, c'est anticiper un monde à + 4 °C, et composer avec l'accélération des effets du changement climatique et l'intensification des événements climatiques extrêmes. C'est repenser l'aménagement de l'espace, des activités et du cadre de vie. C'est parfois renoncer à des projets « populaires » mais inadaptés aux nouvelles contraintes climatiques.

Le sujet est d'autant plus complexe qu'il embarque de nombreux enjeux (artificialisation des sols, érosion de la biodiversité, gaspillage des ressources naturelles, pollutions...) qui, sans réponse cohérente, contribuent à aggraver le dérèglement climatique. L'adaptation exige donc une vision intégrée, capable de concilier résilience et durabilité.

Acteur engagé pour le climat, le groupe Caisse des Dépôts accompagne les collectivités dans leur trajectoire d'adaptation et finance des projets et des solutions visant à renforcer la résilience du territoire. La Forestière propose par exemple une offre sur mesure pour préserver et développer des patrimoines arborés et ainsi contribuer à réduire les effets des vagues de chaleur en ville.

La Banque des Territoires propose une offre élargie d'ingénierie, financement, services et consignations pour permettre aux collectivités d'élaborer et de mettre en place des stratégies d'adaptation alignées sur leurs besoins et spécificités territoriales.

Un engagement de plus d'un milliard d'euros pour les territoires vulnérables

En 2025, la Banque des Territoires a sanctuarisé une enveloppe de plus d'1 Md€ de prêts sur Fonds d'épargne, mobilisables sur cinq ans, en faveur des territoires les plus vulnérables au changement climatique (littoral, montagne, villes).

Afin d'orienter plus efficacement ses décisions de financement et d'investissement, la Caisse des Dépôts a développé un outil de cotation des risques climatiques qui évalue la vulnérabilité et l'exposition des porteurs de projet aux risques physiques (vagues de chaleur, incendies, inondations, etc.).

L'indice de biodiversité locale (IBL)

En 2025, CDC Biodiversité a lancé l'IBL qui permet aux aménageurs de plus facilement objectiver, qualifier et améliorer la place de la biodiversité dans leurs projets.

Plan montagne

Avec près de 54 millions de journées-skieur, la France est la deuxième destination mondiale pour le tourisme hivernal.

Affectées sévèrement par les effets du changement climatique, les stations de ski voient leur modèle économique s'essouffler et leurs perspectives d'enneigement s'étioler. Pour anticiper ce tournant, la Caisse des Dépôts a lancé en 2025 un nouveau programme pour la montagne doté de 6 Md€ (prêts et investissements) sur 5 ans. Porté par la Banque des Territoires et 10 filiales* du Groupe, le plan montagne vise à aider les collectivités à diversifier leur économie tout en assurant leur résilience. Une trentaine de stations de sports d'hiver devraient bénéficier de ce dispositif, dont l'objectif consistera, très concrètement, à élaborer un scénario de rebond pour se préparer à l'après-ski, en conciliant attractivité et habitabilité, préservation de la biodiversité et gestion durable des ressources naturelles.

Renforcer la résilience des territoires de montagne, c'est imaginer de nouveaux modèles économiques et encourager la diversification des activités.

Comment accompagner la transition des stations de ski ?



GISÈLE ROSSAT-MIGNOD

Directrice du réseau à la Banque des Territoires et présidente du conseil d'administration de la Compagnie des Alpes

Sur les enjeux de transition, la Banque des Territoires a accompagné la station de ski de Saint-Pierre-de-Chartreuse – Le Planollet pour faire face aux enjeux du changement climatique et à ses problématiques financières et techniques. Un travail et une démarche participative sur la transition de cette station ont été menés tout au long de l'année 2024 et 2025, permettant à chacun de mieux comprendre la situation et les enjeux, de formuler les attentes par rapport à l'avenir possible des offres touristiques sur le territoire. Autre enjeu clé pour le tourisme de montagne : le logement des travailleurs saisonniers qui nécessite des modes de gestion particuliers. En 2025, la mairie de Bourg-Saint-Maurice a sollicité la Compagnie des Alpes pour entrer au capital d'une SAEM dont le rôle est de construire des logements saisonniers. Elle vise la construction de 120 logements d'ici 2031, permettant à la collectivité de faciliter l'installation et le logement des travailleurs en stations.



* Bpifrance, Compagnie des Alpes, Icade, SUEZ, Le Groupe La Poste/ La Banque Postale, Transdev, La Forestière, CDC Biodiversité et Scet.

L I N F O G

Mobilité décarbonée

En 2025, le groupe Caisse des Dépôts a contribué à accélérer la transition vers une mobilité décarbonée en finançant et en exploitant des infrastructures qui réduisent notre empreinte carbone, désenclavent les territoires et favorisent la cohésion sociale et le développement économique. Il renforce ainsi la résilience du pays face aux défis climatiques et énergétiques.

+ de
35 000

véhicules électriques de livraison en service en Europe (Groupe La Poste)

Gestion du service de location Véligo par La Poste et Transdev:

20 000 vélos loués par plus de 130 000 Franciliens

4,4 M

de passagers transportés en France par Transdev

+ de
350 000

bornes d'infrastructures de recharge pour véhicules électriques (IRVE) financées depuis 2021 par la Banque des Territoires

2 626
bus et cars

« zéro émission » (électriques ou à hydrogène) opérés par Transdev

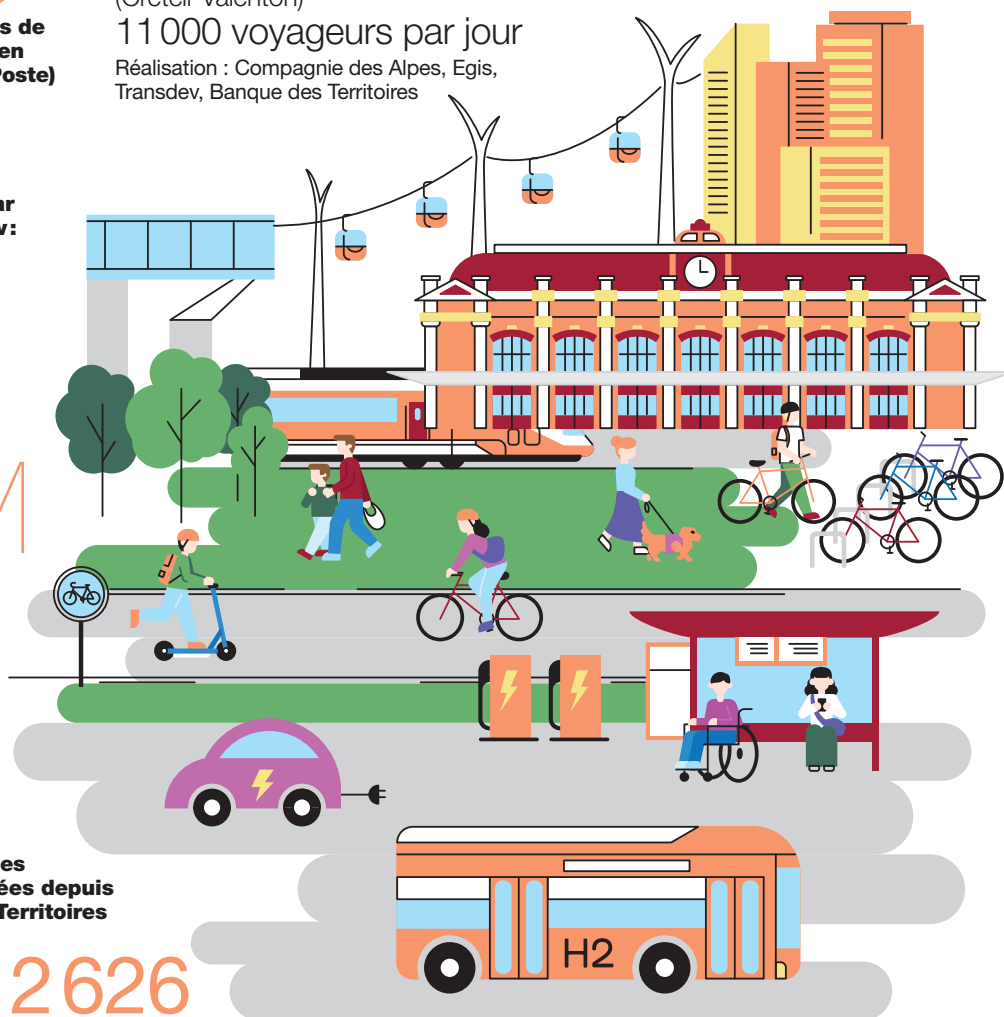
1^{er}

téléphérique d'Île-de-France

(Créteil-Valenton)

11 000 voyageurs par jour

Réalisation : Compagnie des Alpes, Egis, Transdev, Banque des Territoires



Le saviez-vous ?

Le Groupe soutient le développement du ferroviaire partout en France.

En 2025, la Banque des Territoires a notamment mobilisé : **442 M€** pour la région Auvergne-Rhône-Alpes (TER); **210 M€** pour la métropole européenne de Lille (métro); **140 M€** pour l'agglomération havraise (tramway); **325 M€** pour les travaux d'extension du RER EOLE, travaux opérés par Egis ou encore **114 M€** pour l'extension du tramway T1 en Île-de-France.

Tourisme & Patrimoine

La valorisation du patrimoine local offre aux territoires un nouvel élan touristique et de nouveaux débouchés économiques, tout en renforçant leur identité culturelle.



TERRITOIRES D'HISTOIRE(S) : LE PATRIMOINE COMME MOTEUR DE LA TRANSFORMATION LOCALE

La France possède un trésor unique : 45 000 monuments historiques et autant de raisons d'être fiers. Seulement, le manque de financements adaptés et la non-viabilité de certains projets de réhabilitation menacent ce patrimoine et, avec lui, les opportunités de développement local.

C'est en réponse à ces enjeux que l'État a déployé en 2025 le programme Territoires d'Histoire(s) porté par la Banque des Territoires et placé sous le parrainage de Stéphane Bern. Son objectif ? Accompagner d'ici 2030 le développement d'une cinquantaine de projets touristiques et culturels et participer ainsi à renforcer l'attractivité et la cohésion sociale des territoires.

Un modèle innovant, des moyens ambitieux

Grâce à la mobilisation des acteurs privés et publics, et avec l'appui de certaines filiales du Groupe, c'est à terme 1 Md€ qui seront consacrés à la préservation, la restauration et la valorisation du patrimoine touristique. La Banque des Territoires contribue sur fonds propres à hauteur de 250 M€ et propose un prêt « patrimoine » pour tout projet de réhabilitation de « monument historique » ou de « site patrimonial remarquable accueillant du public ».

À date, cinq projets emblématiques ont été financés par la Banque des Territoires : La Place Ducale (Charleville-Mézières, photo 1), les casernes Berwick et Colaud (Briançon), le Hangar Y (Meudon, photo 2), l'Hospice général (Douai) et l'Hôtel-Dieu (Rennes).

NOTRE PATRIMOINE, TRÉSOR VIVANT DE LA FRANCE



STÉPHANE BERN, Animateur de radio et de télévision, parrain du programme « Territoires d'Histoire(s) »

Les églises, châteaux et maisons de maîtres qui constellent nos territoires ne sont pas que des vieilles pierres : ils incarnent l'âme de notre pays. Ces joyaux façonnent notre identité, animent la fierté des habitants et émerveillent, chaque année, des millions de visiteurs. Leur préservation n'est pas un luxe mais un devoir : celui de transmettre l'histoire, les traditions et savoir-faire ancestraux qui nous relient les uns aux autres. Cela fait plusieurs années que je me consacre à cette noble mission et je mesure l'ampleur des défis : à commencer par la recherche de financements et la mobilisation des acteurs privés, mais aussi la fragilité des monuments et sites face aux effets du changement climatique. Néanmoins, je reste confiant car des solutions existent. Le programme Territoires d'Histoire(s), dont j'ai l'honneur d'être le parrain, en est la preuve. Porté par l'engagement de la Banque des Territoires, il fédère les acteurs publics et privés pour redonner vie à ces lieux emblématiques, transformant chaque restauration en un levier pour le tourisme et l'attractivité de nos territoires. Les objectifs sont ambitieux, mais ensemble, et portés par cette même conviction que la culture est le ciment de notre nation, nous pouvons les atteindre. Offrons ce patrimoine en partage, pour qu'il continue de nous rassembler et de nous élever.

EN LUMIÈRE...

Le Hangar Y à Meudon

Construit en 1879, le Hangar Y, avec sa verrière de 26 m de hauteur sous plafond, fut le premier hangar à ballons dirigeables au monde, avant d'accueillir le musée de l'Air et de servir de décor pour le cinéma. Après des travaux de sauvegarde menés par l'État jusqu'en 2009, le Hangar Y ouvre un nouveau chapitre grâce au soutien financier de la Banque des Territoires (6,8 M€ sur fonds propres). Au sein d'un espace protégé de 10 ha, il accueille des expositions, des spectacles, un café et une librairie, ainsi qu'un espace de restauration donnant sur un grand parc paysagé.

La Place Ducale

Située au cœur de Charleville-Mézières, la Place Ducale est un

joyau architectural datant du XVII^e siècle cher au cœur des habitants et plébiscité par les visiteurs. Grâce à un prêt Action Cœur de Ville de 5,2 M€ et à un accompagnement en ingénierie de la Banque des Territoires pour la valorisation patrimoniale du projet, la place accueillera prochainement un hôtel 4 étoiles de haut standing sur deux anciennes friches administratives classées « Monument historique ».

Les casernes de Briançon

À Briançon, la Banque des Territoires (investisseur), Icade (promoteur) et la Compagnie des Alpes (exploitant) ont accompagné la reconversion des casernes militaires Berwick et Colaud en établissements hôteliers 3 et

4 étoiles. Sans artificialisation des sols et dans le respect du bâti historique, ces réhabilitations contribuent à la revitalisation du centre-ville et préparent la ville à accueillir les Jeux olympiques de 2030.

POUR UNE FRANCE



Plus autonome.

Assurer la pérennité et la compétitivité des entreprises en réduisant nos dépendances vis-à-vis de l'étranger est un engagement fort du groupe Caisse des Dépôts. Découvrez dans ce chapitre comment nous contribuons à réinventer l'immobilier d'entreprise pour en faire un levier de réindustrialisation et une vitrine du savoir-faire français en matière d'énergie décarbonée ; comment nous soutenons l'industrie de défense et contribuons à renforcer la souveraineté numérique au service de la sécurité du pays ; et enfin, comment nous accompagnons la nécessaire transition agricole, à travers un soutien à l'innovation.

L'immobilier : un vecteur de la réindustrialisation ?

R E G A R D S C R O I S É S

BÉATRICE MORTIER, DIRECTRICE GÉNÉRALE ADJOINTE ET DIRECTRICE DU DÉVELOPPEMENT D'ICADE PROMOTION, FONDATRICE D'AD VITAM & **JEAN-SÉBASTIEN BESSIÈRE**, PRÉSIDENT ET CO-FONDATEUR D'ARKOLIA



Icade déploie un concept de campus dédié à la soft industrie et aux activités productives. Comment est née cette idée ?

Le concept de campus Ad Vitam est né d'un constat : les entreprises quittent un territoire quand elles n'y trouvent pas les réponses à leurs besoins. L'agglomération du Pays de l'Or (34), qui accueille le site pilote Ad Vitam, perdait ses entreprises en l'absence d'offres d'accompagnement et d'infrastructures adaptées à leur développement. Des entreprises pour la plupart spécialisées dans des secteurs-clés au cœur des enjeux de souveraineté comme les biotechnologies ou la production d'énergies renouvelables. Le concept AdVitam, repris par Icade, place l'écoute et la connaissance du tissu économique local au cœur du modèle pour proposer aux entreprises des solutions « clé en main » : un projet immobilier pensé sur mesure, modulable et durable, et un accompagnement en conseil et en financement – avec l'aide de Bpifrance et de la Banque des Territoires – pour sécuriser leur développement. Avec Ad Vitam, notre ambition est de contribuer au renouveau de l'industrie française et à la création d'emplois dans les territoires.

Quelle était l'ambition d'Arkolia en rejoignant ce campus ?

Nous étions à une étape de notre développement où il fallait voir plus grand, changer d'échelle, et construire un nouveau siège social qui soit la vitrine de notre savoir-faire. Avec les équipes d'Ad Vitam by Icade et les collaborateurs d'Arkolia, nous avons imaginé un bâtiment de 3000 m² équipé de panneaux solaires et de batteries de stockage, avec un parking à ombrières photovoltaïques et de bornes de recharge électriques. Le surplus d'énergie que nous produisons sur site, nous en faisons bénéficier les entreprises du campus et la collectivité à un coût très compétitif. C'est un modèle économique auquel nous croyons et qui a du sens, qui plus est dans le contexte énergétique actuel, car il permet à la fois de développer notre activité de production d'ENR à une plus grande échelle, mais aussi d'en produire et d'en faire bénéficier localement.

« Ad Vitam est un acteur de la transformation d'Icade et a vocation à réinventer l'immobilier d'entreprise pour servir la réindustrialisation des territoires. »

Et le fait que nous soyons accompagnés par le groupe Caisse des Dépôts, qui nous suit depuis quasiment nos débuts, est un gage de réussite. La Banque des Territoires et Bpifrance nous ont même renouvelé leur soutien ces dernières années en participant à notre nouveau programme d'investissement de plus de 350 M€ pour le développement de projets photovoltaïques sur l'ensemble du territoire national

Qu'est-ce qui fait la force d'Ad Vitam et quelles sont ses perspectives ?

La force d'Ad Vitam, c'est son agilité qui nous permet de nous adapter et de nous implanter dans les territoires qui en ont besoin. C'est un concept qui va au-delà de la promotion immobilière, qui « casse les codes », pour proposer un nouveau modèle de soutien aux entreprises et contribuer à faire vivre l'industrie de demain. Cela se fait et se fera encore davantage grâce à notre capacité à aller chercher les expertises et les atouts du Groupe, mais aussi à s'appuyer sur des programmes nationaux comme « Territoires d'industrie » et « France 2030 » pour mieux cibler les territoires en devenir et les filières porteuses. Ad Vitam by Icade se distingue également par son empreinte environnementale maîtrisée, grâce à une emprise foncière optimisée (verticalisation du bâti, parking silo), le recours à des matériaux écoresponsables, une production d'énergie locale (grâce à Arkolia) et le respect de la biodiversité. L'industrie se réinvente et nous aussi !

Chiffres clés

814 GWh

de production annuelle d'Arkolia sur plus de 3500 sites en France, dont 790 ont été mis en service en 2025

18

entreprises présentes sur le parc, avec un taux d'occupation de 100 %, et + 1000 emplois créés (PIOM/AD Vitam/Icade)

12 100

entreprises soutenues dans le secteur de l'industrie par le groupe Caisse des Dépôts en 2025

D É C R Y P T A G E

Agir pour



notre sécurité

Avec plus de 4 500 entreprises, la base industrielle et technologique de défense représente 30 Md€ de chiffre d'affaires et 210 000 emplois.

Comment mobiliser l'industrie européenne de sécurité et de défense ?



PHILIPPE BLANCHOT

Directeur des relations institutionnelles, internationales et européennes de la Caisse des Dépôts et « pilote » de la communauté « Défense » Action Groupe.

” En 2025, la Mission défense du Groupe a pleinement pris sa place dans la démarche Action Groupe, permettant de créer des synergies dans les actions de toutes les activités du Groupe en faveur de la Défense. Nous avons également approfondi le dialogue sur ces sujets avec nos homologues européens, à travers la signature d'un accord avec plusieurs d'entre eux à Varsovie et des projets concrets de financements communs. Enfin, la Banque des Territoires diversifie et amplifie son action, non seulement en faveur des entreprises de la défense, mais plus généralement – et c'est son ADN – en direction des infrastructures de défense.



La France et l'Europe font face à un environnement géopolitique en plein bouleversement, marqué par des tensions accrues, une hausse des dépenses militaires et une dépendance persistante aux importations d'armes américaines.

Dans ce contexte, la Loi de Programmation Militaire 2024-2030 vise à renforcer la souveraineté, la dissuasion et la compétitivité de la Base Industrielle et Technologique de Défense (BITD) française. Composée de 4 500 entreprises sous-tension, la BITD nécessite des investissements massifs, de 1 à 3 Md€ de fonds propres supplémentaires sur les cinq prochaines années pour moderniser ses capacités et soutenir l'innovation duale.

Et l'enjeu est de taille : garantir l'autonomie stratégique de la France tout en permettant la création de 570 000 à 800 000 emplois d'ici 2035, avec un effet de levier économique sans équivalent dans d'autres secteurs.

C'est dans ce cadre qu'un dialogue a été initié début 2025 par le ministère de l'Économie avec la Place financière et les acteurs industriels pour lever les freins au financement et mobiliser l'ensemble des outils disponibles.

Un Groupe en soutien de l'industrie de défense

Déjà exposé à hauteur de 40 Md€ dans le secteur de la défense, le groupe Caisse des Dépôts a déployé plusieurs initiatives structurantes pour accompagner la montée en puissance des industriels. Grâce à la mobilisation de sa direction **des gestions d'actifs**, **la Caisse des Dépôts** joue un rôle central dans le développement de fonds spécialisés (Eirené, Aérospatiale, Héphaïstos, Émergence Défense ou Stratégie Horizon Dual avec **Isalt**), ou dans le renforcement de fonds existant comme le Fonds innovation défense, dont la dotation a été portée à 300 M€ en 2025.

En plus du soutien à l'export qu'elle apporte aux entreprises du secteur avec la **Sfil**, **Bpifrance**, actionnaire de plus de 70 entreprises de la BITD, a lancé en 2025 la deuxième promotion de l'« Accélérateur Défense » pour accompagner 25 PME et ETI sous-traitantes. La banque publique d'investissement a également lancé fin 2025 le fonds « Bpifrance Défense S.L.P. » pour mobiliser l'épargne citoyenne dans le financement des entreprises non cotées de la BITD.

La Banque Postale a porté son enveloppe sectorielle à 1,2 Md€ et **la Banque des Territoires** finance des infrastructures essentielles pour le secteur, telles que les logements, les hôpitaux militaires, les écoles de formation, ou les **data centers**.

De nouvelles doctrines d'interventions sectorielles

Pour pouvoir mobiliser l'ensemble de ses moyens d'intervention, le Groupe s'est doté en 2025 de nouvelles doctrines d'intervention dans les domaines de la défense et de la sécurité alignées sur ses priorités stratégiques et compatibles avec sa Charte de finance responsable, ainsi que sa politique d'exclusion.

Renforcer notre souveraineté numérique

En 2025, le groupe Caisse des Dépôts a fait le choix d'investir, de coopérer et de faire émerger des solutions souveraines pour réduire la dépendance de la France aux produits numériques extra-européens, renforcer sa compétitivité, tout en prenant en compte des critères de durabilité.

La Caisse des Dépôts, Docaposte et RTE ont ainsi participé au lancement de l'Indice de résilience numérique (IRN), conçu pour mesurer, piloter et réduire nos dépendances numériques.

Bpifrance a annoncé mobiliser 10 Md€ d'ici 2039 pour développer l'écosystème français et européen de l'Intelligence artificielle (IA). Partenaire de plusieurs leaders français de l'IA, dont Mistral IA, Bpifrance participe à la co-construction du premier campus européen dédié à l'IA, avec l'appui de RTE pour le raccordement électrique. Enfin, Bpifrance a déployé le Diag Cybersécurité Défense, un dispositif visant à aider les PME et ETI à identifier les risques numériques liés à leur activité et à sécuriser leurs systèmes d'information.

Pour accélérer la transformation numérique de l'économie et des territoires, et faire du numérique un levier de souveraineté, de compétitivité et d'inclusion, le Groupe a lancé le plan Horizon Numérique 2030, doté de 18 Md€, dont 6 Md€ d'investissement.

Comment faire du numérique un levier de notre autonomie ?

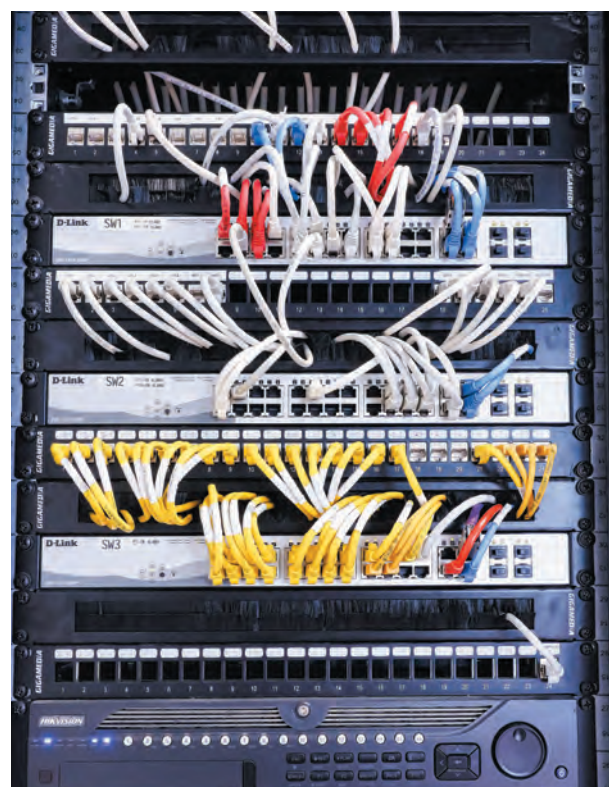


TED MARX

Directeur des affaires numériques du groupe Caisse des Dépôts

” Dans un monde où l'IA et les tensions géopolitiques rebattent les cartes, la souveraineté numérique est un impératif stratégique. Le groupe Caisse

des Dépôts, acteur de longue date du numérique en France, mobilise l'ensemble de ses moyens d'action – financer, opérer, accompagner les entreprises, les territoires et les Français – pour faire du numérique un levier d'impact majeur au service de notre autonomie stratégique. Au-delà d'un montant d'investissements inédit, il s'agit aussi d'actionner nos écosystèmes à l'échelle française et européenne, en coalisant les meilleures volontés afin de maximiser l'effet de levier. Enfin, Horizon Numérique 2030 permet d'œuvrer à notre propre transformation et de fédérer les entités du Groupe autour d'un objectif commun de résilience numérique dans une logique de trajectoire, c'est-à-dire d'amélioration progressive et volontariste de la souveraineté numérique sans nuire à l'efficacité économique et opérationnelle ou aux engagements extra-financiers. C'est le sens de notre doctrine d'intervention en faveur d'un numérique à la fois souverain, durable et performant.



L I N F O G

Souveraineté énergétique

En 2025, le groupe Caisse des Dépôts a contribué à renforcer la souveraineté énergétique de la France en finançant et en exploitant des infrastructures qui permettent aux territoires de produire localement une énergie décarbonée, de sécuriser leur approvisionnement et de réduire leur dépendance aux importations.

758 MW

de puissance nouvelle
d'EnR financée
(Banque des Territoires)

15,6 TWh

de capacités d'injection
de biométhane installées
fin 2025 (+ 17 %), soit l'équivalent
de 2,5 réacteurs nucléaires (NaTran)

+ de 5 millions de tonnes

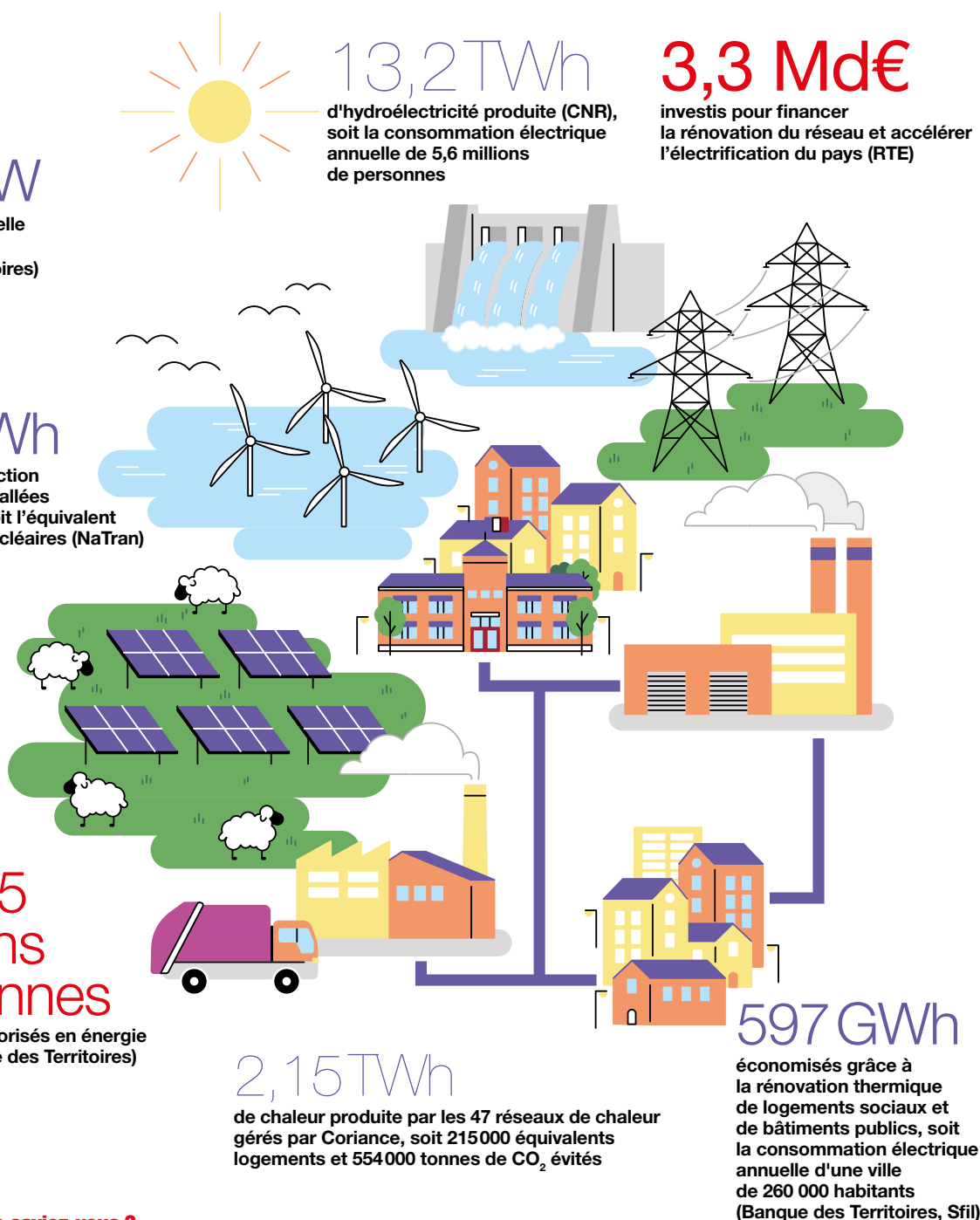
de déchets valorisés en énergie
(SUEZ, Banque des Territoires)

13,2 TWh

d'hydroélectricité produite (CNR),
soit la consommation électrique
annuelle de 5,6 millions
de personnes

3,3 Md€

investis pour financer
la rénovation du réseau et accélérer
l'électrification du pays (RTE)



Le saviez-vous ?

La Banque des Territoires participe au développement de quatre parcs éoliens en mer - un en Normandie, un en Vendée, et deux « flottants » en Méditerranée - qui devraient produire annuellement l'équivalent de la consommation électrique d'environ 2 millions de personnes.

Agriculture & Souveraineté

Face aux défis qui menacent la pérennité de notre modèle agricole, la transition agricole et la souveraineté alimentaire sont devenues des priorités absolues.

Pour aider l'agriculture française à réduire son empreinte carbone (à l'origine de 19% des émissions nationales), limiter sa dépendance aux intrants (50% des engrais azotés sont importés) et renforcer son attractivité, le groupe Caisse des Dépôts a déployé en 2025 des programmes innovants et des partenariats structurants.

La Banque des Territoires mobilise 395 M€ dans le programme (appel à manifestation d'intérêt - AMI)

Entrepreneurs du vivant pour soutenir le renouvellement générationnel en agriculture et la transition agroécologique des exploitations.

La Banque des Territoires a lancé en 2025 le dispositif **Territoires**

Nourriciers dédié aux projets de transition agricole et alimentaire à fort impact social et environnemental.

Ce programme combine un accélérateur de start-up, des financements adaptés pour structurer des filières locales, et une communauté d'entrepreneurs. Elle a par ailleurs investi 600 000 € dans la société **Cultive** pour former 700 maraîchers d'ici 2035 et créer 500 microfermes bio-intensives.

En soutenant ces initiatives innovantes en faveur d'une agriculture plus durable, le Groupe contribue à la fois à relocaliser la production alimentaire et réduire les dépendances et les pollutions,

à créer des emplois et (re)dynamiser les économies locales, mais aussi à renforcer la résilience de notre agriculture face aux crises climatiques et géopolitiques, tout en protégeant les ressources naturelles.

L'agritech au service de la transition et de la souveraineté alimentaire

Intact est une entreprise industrielle et technologique implantée dans le Loiret qui transforme des plantes locales, principalement des légumineuses, pour produire des ingrédients durables à destination des secteurs alimentaire, cosmétique et pharmaceutique.

Pour accélérer son développement, cette start-up de l'agritech a bénéficié en 2025 du soutien de la Banque des Territoires, de Bpifrance et de La Banque Postale dans le cadre d'une levée de fonds de 70 M€, mais également du groupe Egis pour la construction de son usine. Un accompagnement qui illustre l'engagement du Groupe pour la réindustrialisation et la transition environnementale des filières agricoles et alimentaires.



AILLEURS...

Agroforesterie

À travers le fonds Nature 2050, ce sont plus de 100 projets qui ont été soutenus par **CDC Biodiversité** pour restaurer les milieux naturels et sécuriser les ressources essentielles à une agriculture durable. Un projet de restauration écologique et agricole, par exemple, été mis en place dans la vallée de la Manse (Indre-et-Loire) pour réparer les impacts des aménagements successifs sur le fonctionnement naturel du cours d'eau en développant, en partenariat avec des agriculteurs, de l'agroforesterie.

E-commerce

Le Groupe La Poste soutient les agriculteurs dans leur transition numérique vers le e-commerce et les circuits courts grâce à un partenariat avec les **Chambres d'Agriculture** et la plateforme **Pourdebon.com** (filiale de Geopost). Ce projet offre aux agriculteurs la possibilité de vendre leurs produits en ligne, de les transporter par **Chronofresh** (filiale de Chronopost), d'élargir leur clientèle et de sécuriser leurs revenus.

AGRICULTURE : UN MODÈLE À REPENSER



MANON PLOUCHART, Responsable du programme démonstrateurs territoriaux des transitions agricoles et alimentaires de la Banque des Territoires

La Banque des Territoires est engagée depuis 2020, aux côtés de l'État, pour animer le dispositif France 2030 « **Démonstrateurs territoriaux des transitions agricoles et alimentaires** », permettant de financer et d'accompagner 29 projets lauréats pour un montant maximal de 140 M€. Ces projets ont en commun d'innover dans des pratiques agricoles permettant de préserver l'eau, les sols ou la biodiversité, développer des filières alimentaires locales accessibles à toutes et tous, rapprocher producteurs et consommateurs. Chaque démonstrateur illustre la capacité des territoires à inventer des solutions adaptées et répliquables ailleurs ou dans d'autres filières. C'est ainsi que le démonstrateur **Seine Nourricière**, porté par la Ville de Paris et organisé autour d'un consortium de 28 acteurs (dont Eau de Paris, Métropole Bio d'Île-de-France, Armée du Salut, etc.), a vu le jour en 2020. Il s'est structuré progressivement, jusqu'à obtenir en 2025 la confirmation de l'octroi d'une subvention France 2030 de 10 M€ dans le cadre de ce dispositif (soit 43% du coût total du projet). À horizon 2030, le démonstrateur se fixe pour objectif de transformer l'offre de la restauration collective grâce à une production durable issue du bassin de la Seine, et en rémunérant justement les agriculteurs. Le projet doit aussi contribuer à la décarbonation du transport alimentaire en créant la première barge fluviale frigorifique de France pour le transport alimentaire du dernier kilomètre.

POUR UNE FRANCE



Plus solidaire.

À chaque âge, ses défis. Découvrez dans ce chapitre comment le groupe Caisse des Dépôts s'engage pour la santé, le bien-être et la qualité de vie des populations dans tous les territoires. Du soutien aux mesures d'aide sociale à l'enfance (ASE), au logement des étudiants, en passant par le développement de l'offre de soins et le maintien à domicile des personnes âgées, il actionne l'ensemble des leviers – immobilier, numérique, formation, innovation – pour faire des territoires un lieu de cohésion sociale.

Santé et accès aux soins : quelles offres de financement ?

R E G A R D S C R O I S É S

SÉVERINE ESTRAGNAT, DIRECTRICE DE LA CLINIQUE DU PARC, ET **MARJORIE ANDRIEU-GLEYZE**, RESPONSABLE STRUCTURATION DE PROJET D'INVESTISSEMENT IMMOBILIER, DIRECTION RÉGIONALE NOUVELLE-AQUITAINE, BANQUE DES TERRITOIRES.



Pourquoi le projet de construction de cette nouvelle clinique était-il indispensable ?

Séverine Estragnat : Face à la pénurie d'offres de soins sur le département – près de la moitié des Périgourdins doivent se rendre hors du département pour des actes chirurgicaux -, il devenait indispensable d'améliorer l'offre de proximité. Faute de pouvoir nous agrandir dans la zone urbaine où nous sommes implantés depuis plus de cent ans, nous avons choisi de nous délocaliser à l'ouest de Périgueux, dans un endroit stratégique du département, à proximité des grands axes routiers. La Banque des Territoires s'est imposée comme le seul investisseur capable de répondre à nos besoins, sans avoir les mêmes exigences de rendement que les autres banquiers sur ce type de structure médicale privée. Au-delà d'un accompagnement en maîtrise d'œuvre et en financement, nous avions besoin d'un investisseur patient, qui comprenne les enjeux du territoire et partage nos valeurs humanistes et de long terme.

Pourquoi la Banque des Territoires a-t-elle décidé de soutenir ce projet ?

Marjorie Andrieu-Gleyze : La santé et l'accès aux soins sont au cœur des priorités stratégiques de la Banque des Territoires et du groupe Caisse des Dépôts. Ce projet de relocalisation et d'agrandissement de la Clinique du Parc (de 4 500 m² à 105 000 m²) est un projet structurant pour conforter l'attractivité de la Dordogne, confrontée à un vieillissement de sa population et à une offre de soins insuffisante. Le projet est donc en parfaite adéquation avec les besoins du territoire. Par ailleurs, les praticiens étant actionnaires de la clinique, ils sont particulièrement intéressés à la réussite et à la pérennité du projet : cela nous est apparu comme un gage de solidité et d'ancrage territorial fort. Autant de raisons qui nous ont incités à suivre ce projet dès 2021 et à l'accompagner en investissant 7,5 M€ aux côtés de la clinique et de ses praticiens. Ce financement a été complété par un prêt de 24 M€ sur 16 ans accordé par Bpifrance et La Banque Postale. Une belle illustration d'un projet Groupe sur un sujet majeur pour la cohésion sociale et territoriale.

« Ce partenariat entre la Banque des Territoires, Bpifrance, la Banque Postale et la Clinique du Parc illustre les engagements du groupe Caisse des Dépôts pour renforcer l'accès aux soins et moderniser les infrastructures de santé tout en apportant une réponse sur mesure aux besoins du territoire. »

Chiffres clés

238

établissements de santé financés par le Groupe en France en 2025

25 Md€

mobilisés par le Groupe d'ici 2030 pour la santé et le grand âge

+ de 50 000

actes médicaux prévus par an dans la nouvelle Clinique du Parc (2 fois plus que dans la structure actuelle)

Qu'attendez-vous de ce projet ?

Séverine Estragnat : Notre ambition est que les Périgourdins puissent se faire soigner près de chez eux, avec une offre de soins adaptée aux attentes du plus grand nombre. L'ouverture de la nouvelle Clinique du Parc, prévue en 2028, devrait également permettre de désengorger les urgences de l'Hôpital public de Périgueux, ce qui contribuera à améliorer la qualité et l'accès aux soins sur le territoire. Notre modèle non financiarisé, avec des praticiens qui détiennent le capital de la clinique, est un gage d'efficacité. Le fait que la clinique ne soit pas soumise à la pression de la rentabilité financière nous permet aussi de répondre au plus près des besoins de nos patients, et de maintenir une certaine « humanité » dans notre activité. Nous voulons également contribuer à relancer l'attractivité du territoire, que ce soit pour les acteurs du soin (médecins, infirmiers, etc.), ou pour les populations qui pouvaient voir le manque de soins comme un frein à l'installation dans la région.

Est-ce un type de projet duplicable sur d'autres territoires ?

Séverine Estragnat : C'est un projet emblématique de ce que le Groupe peut proposer aux acteurs locaux, qu'ils soient publics ou privés comme ici, pour améliorer l'offre et le parcours de soins dans les territoires. La collaboration s'est faite de façon très fluide avec Bpifrance et La Banque Postale. Ce qui nous laisse à penser que c'est un modèle que nous pourrions reproduire ailleurs.

D É C R Y P T A G E

Agir pour



la jeunesse

On estime que 17 % des étudiants abandonnent leurs études en raison d'un loyer trop élevé.

Quelles nouvelles opportunités pour amplifier la mobilisation des acteurs au service de la jeunesse ?



ISABELLE BONNAUD-JOUIN,
Directrice du programme Agir pour le Logement Étudiant (AGiLE),
Banque des Territoires

Le programme AGiLE a été officiellement lancé en mai 2025 avec l'objectif ambitieux d'accompagner la production de 75 000 logements étudiants.

Aujourd'hui, presque un an après son déploiement, le programme a réussi à fédérer autour de nos directions régionales, et avec l'implication de nos filiales, un ensemble d'acteurs qui se sont engagés dans la création de plus de 25 000 logements étudiants en 2025. Cette dynamique va se poursuivre en 2026 : les démarches partenariales et expérimentales initiées en 2025, notamment aux côtés des CROUS, des bailleurs et des établissements d'enseignement supérieur, devraient voir le jour et permettre d'amplifier la mobilisation des acteurs au service de la jeunesse.



Mobilisé pour le logement étudiant

Face à la pénurie persistante du logement étudiant, le groupe Caisse des Dépôts a lancé en 2025 le programme AGiLE (Agir pour le logement étudiant), doté de 5 Md€, pour augmenter de 20 % l'offre de logements étudiants en cinq ans, avec un objectif de 75 000 logements créés d'ici 2030.

Un programme ambitieux, durable et inclusif qui illustre la capacité du Groupe et de ses filiales à mobiliser leurs expertises complémentaires pour répondre à un enjeu social crucial.

Une réponse collaborative et diversifiée

Piloté par la Banque des Territoires, ce programme mobilise huit filiales du Groupe – CDC Habitat, Adoma, Icade, La Poste Immobilier, La Banque Postale, SCET, Toits Temporaires Urbains et Egis – et s'appuie sur des partenariats avec l'État, les collectivités, les CROUS, les universités, et des acteurs privés (ex. Uxco Group). Son objectif est de massifier la production de logements étudiants en mobilisant l'ensemble des leviers du Groupe : financement, ingénierie, gestion immobilière et innovation.

AGiLE englobe les logements conventionnés, intermédiaires, libres et mise sur la mobilisation de foncières dédiées afin de transformer des actifs vacants ou sous-exploités (friches, centres de tri, bureaux, immeubles tertiaires) en résidences étudiantes.

Le rôle clé des filiales du Groupe

Le groupe CDC Habitat – acteur majeur du logement étudiant avec ses marques Studéfi ou Kamino – est en première ligne pour la construction et la gestion de résidences étudiantes partout en France. Il a ainsi livré 1 300 logements étudiants en 2025, dont 280 à Roubaix ou 205 à Vélizy-Villacoublay, et a déjà programmé la construction de plus de 2 200 logements dans les prochaines années, comme à Annemasse (136 logements livrés en 2026), à Annecy (298 logements), ou encore à Paris où 1 000 m² de bureaux vont être transformés en une résidence étudiante de 438 chambres intégrée au campus universitaire Paris Diderot. De son côté, Icade a lancé la construction de 129 logements étudiants à Dunkerque.

Icade et La Poste Immobilier, qui détiennent des actifs immobiliers dans les villes étudiantes, jouent un rôle central dans la transformation de bureaux et de friches en résidences étudiantes.

Egis apporte toutes ses expertises en ingénierie, La Banque Postale et Scet complètent cette mobilisation avec leur savoir-faire en financement et accompagnement des collectivités.

Au total, en 2025, 549 M€ de prêts ont été déployés sur fonds d'épargne dans le cadre de ce programme, permettant la construction ou l'acquisition de 6 914 logements étudiants (+124 % sur un an !).

Chiffres clés

5 Md€

mobilisés par le Groupe pour la construction de 75 000 logements étudiants d'ici à 2030

380 000

logements disponibles pour plus de 3 millions d'étudiants

50 %

des ressources d'un étudiant sont consacrées au logement

Engagé pour la protection de l'enfance

En 2025, la Caisse des Dépôts a renforcé son engagement pour la jeunesse à travers un plan de 550 M€ en faveur de l'aide sociale à l'enfance (ASE), qui s'articule autour de quatre axes. Une approche globale, co-construite avec les départements, les associations et les bailleurs sociaux, qui vise à réduire les inégalités pour les jeunes issus de l'ASE, à offrir des solutions adaptées à leurs besoins et à ceux des professionnels et à moderniser le secteur.

Sur le volet immobilier, l'objectif est de créer ou rénover 7 000 places d'accueil d'ici 2028, soit un tiers des besoins du secteur, grâce à une enveloppe de 350 M€ et des investissements dans des foncières immobilières dédiées. **Pour les professionnels**, la CDC entend améliorer l'attractivité des métiers de l'ASE en investissant dans la formation.

Ce plan prévoit de renforcer **l'innovation numérique** avec le développement d'une plateforme pour les professionnels, d'un « compagnon numérique » pour les jeunes, et d'un espace partagé facilitant le lien entre les jeunes, leurs familles et les équipes de l'ASE. Enfin, **l'accès aux droits** des jeunes majeurs est renforcé grâce à des parcours d'accompagnement personnalisés (mentorat, logement, emploi, pécule, etc.). La Caisse des Dépôts, les groupes La Poste et CDC Habitat ont également participé au lancement de l'association **Pépinière d'Avenirs**, un « incubateur » alliant acteurs privés et publics pour financer et accompagner des innovations au service de la protection de l'enfance.

405 000 jeunes sont accompagnés par l'ASE en 2025, un chiffre en hausse de 50 % en 25 ans.



Mandaté pour la formation et l'emploi des jeunes

En tant qu'opérateur de mandats dans le domaine de la formation professionnelle, la direction des politiques sociales de la Caisse des Dépôts est présente dans l'évolution professionnelle des jeunes à travers la gestion opérationnelle de plusieurs services :

- « Mon Compte formation » qui permet à tout actif de monter en compétences ou de donner vie à un projet de reconversion professionnelle. En 2025, ce sont 350 000 jeunes (entre 18 et 30 ans) qui se sont formés en 2025 via le Compte personnel de formation.
- Le « Passeport de compétences », qui deviendra, dès 2026, un outil de traçabilité des expériences professionnelles, des diplômes et des formations réalisées tout au long de la vie. Accessible dès l'âge de 15 ans, ce service permettra de consulter, partager, et valoriser ces informations, notamment dans les démarches de recherche d'emploi.

- Soltéa, la plateforme qui permet aux employeurs de répartir le solde de leur taxe d'apprentissage vers les établissements de formation et d'insertion professionnelle de leur choix. Ce service s'est imposé auprès des entreprises et des établissements bénéficiaires comme un levier essentiel pour le financement des formations initiales technologiques et professionnelles et l'insertion des jeunes dans le monde de l'emploi. En 2025, ce sont 394 M€ qui ont été répartis directement par 746 552 employeurs depuis la plateforme, vers près de 10 000 établissements.

Enfin, la direction des politiques sociales agit auprès des jeunes en situation de handicap et leurs aidants via Mon Parcours Handicap. Ce site regroupe des informations utiles concernant notamment la scolarité, les études supérieures, la formation... ou encore l'accès à l'emploi.

L I N F O G

Vitalité des territoires

Premier financeur du secteur public local, le groupe Caisse des Dépôts soutient l'aménagement de tous les territoires, le développement de services publics de proximité et accompagne les collectivités locales dans la réalisation de leurs projets. En 2025, il a confirmé son engagement en faveur de la cohésion sociale et territoriale et son rôle pilier de la solidarité nationale.

238

infrastructures de santé accompagnées, financées, construites, acquises (Banque des Territoires, La Poste, Sfil)

+240M

de personnes accueillies dans les 42 413 points d'accès à des services de proximité du réseau La Poste

507

établissements pour personnes âgées financés (Banque des Territoires, La Poste) et 357 gérés par emeis

1 46 590

logements sociaux et intermédiaires financés ou acquis (Banque des Territoires, La Poste, CDC Habitat)

350 M€

mobilisés pour relancer le commerce de proximité dans les centres-villes et les quartiers (Banque des Territoires)

2 092 projets

soutenus dans le cadre des programmes Petites Villes de Demain et Action Cœur de Ville (Banque des Territoires)

2 222

bâtiments scolaires accompagnés dans le cadre d'Edurenov, et plus de 6 000 depuis le lancement du programme en 2022 (Banque des Territoires)

Le saviez-vous ?

Premier prêteur des collectivités locales en 2025, la Banque des Territoires a accordé un **montant record de 41,7 Md€** de nouveaux prêts sur Fonds d'épargne, dont 22,9 Md€ pour le logement social et la politique de la ville, et 9,5 Md€ en faveur des projets du secteur public local.

Santé & Numérique

En plaçant l'innovation digitale et numérique au cœur de sa stratégie, le groupe Caisse des Dépôts soutient le développement d'un système de santé plus résilient, préventif et solidaire.

Avec l'augmentation du nombre de personnes âgées en situation de dépendance, ainsi que l'augmentation des dépenses de santé et face à la prévalence des maladies chroniques, la prévention devient un levier essentiel pour garantir la soutenabilité de notre système de santé.

Pour soutenir les innovations pour la santé de demain et le bien vieillir, le Groupe finance des expérimentations favorisant la prévention et l'accès aux soins et aux services. Il a notamment lancé deux initiatives remarquables : **l'Accélérateur Prévention Numérique** (opéré par Bpifrance avec le soutien de la Banque des Territoires, la Direction des politiques sociales, La Poste Santé et Autonomie) et le **Fonds Prévention Numérique** (doté de 100 M€ et porté notamment par Bpifrance, la Banque des Territoires,

CNP Assurances). Deux dispositifs complémentaires destinés à accompagner et financer des start-up qui développent des solutions numériques innovantes (intelligence artificielle, valorisation des données de santé, dispositifs connectés) appliquées à des enjeux de santé publique (santé mentale, cancers, cardiologie, réadaptation, etc.).

Aux côtés des capacités d'investissement de Bpifrance, la Banque des Territoires, CNP Assurances ou encore La Poste Santé et Autonomie, les solutions d'accélération portées au sein du Groupe dans le domaine de la santé contribuent à fédérer l'ensemble de l'écosystème (recherche, acteurs publics, industriels, start-up) et à structurer une filière de prévention numérique en France. Elles illustrent la volonté du Groupe d'accompagner l'émergence de solutions innovantes au service des citoyens et des professionnels de santé tout en renforçant la compétitivité des start-up françaises à l'international.

L'INNOVATION ET L'IA AU SERVICE DU GRAND ÂGE

En réponse aux enjeux du vieillissement et de la perte d'autonomie, la Banque des Territoires a lancé **Silver Studio**, un accélérateur dédié aux start-up innovantes dans le domaine du grand âge. Ce programme accompagne huit start-up dans le développement de leur activité et pour favoriser les synergies avec les filiales du Groupe. Parmi elles, **Alogia Groupe** est la première société à mission de la *silver economy* à mettre l'Intelligence artificielle et le *big data* au service du bien vieillir. Elle développe des solutions prédictives et préventives pour anticiper les besoins des seniors, optimiser leur autonomie et prolonger leur vie en bonne santé à domicile.



AILLEURS...

L'IA au service des soignants

Développée par **Docaposte**, la filiale numérique de **La Poste Santé & Autonomie**, en partenariat avec **Mistral AI** et **NumSpot**, **Dalvia Santé** est une solution d'intelligence artificielle générative, éthique et souveraine, conçue pour aider les professionnels de santé à optimiser leur organisation et à regagner du temps médical à consacrer à leurs patients.

Une application pour les enfants dys

Bpifrance a participé en 2025 à la nouvelle levée de fonds (5 M€) de **Poppins**. Cette start-up, dont Bpifrance est actionnaire historique via le **Fonds Patient Autonome** - fonds dans lequel la Banque des Territoires a investi aux côtés de Bpifrance - a développé une application médicale de rééducation innovante et ludique basée sur la musique et dédiée aux

enfants dyslexiques. Conçue avec des professionnels de santé et des experts du jeu vidéo pour combler les lacunes du parcours de soins, Poppins a déjà été utilisée par 15000 familles.

ACCOMPAGNER LA TRANSFORMATION DE NOTRE SYSTÈME DE SANTÉ



ANAI'S CALLOT,

Directrice santé et autonomie à la Direction des politiques sociales de la Caisse des Dépôts

” Pour faire face aux défis liés au vieillissement de la population et pour accompagner la nécessaire transformation du système de santé, le groupe Caisse des Dépôts a fait le choix, en 2025, de renforcer et structurer son action commune autour d'une feuille de route dédiée à la santé et au grand âge. À travers les leviers financiers que sont le prêt, l'investissement, les crédits d'ingénierie, le Groupe mobilise une enveloppe de 25 Md€ à horizon 5 ans. Nous mobilisons la capacité d'intervention et les différentes expertises du Groupe sur l'ensemble du parcours de santé et de la perte d'autonomie, en tant que financeur (la Banque des Territoires, La Banque Postale, Sfil, Bpifrance, CNP Assurances), opérateur (La Poste Santé et Autonomie, *emeis*, CDC Habitat), et assureur avec CNP Assurances. La feuille de route santé grand âge s'articule autour de quatre axes stratégiques, dont celui du « financement de solutions souveraines et innovantes notamment dans le domaine de la prévention et du numérique en santé. » En agissant ensemble, le groupe Caisse des Dépôts entend renforcer son impact et contribuer au développement et à la massification de solutions, notamment dans le numérique en santé, et en cohérence avec Horizon Numérique 2030. Les prochaines années seront déterminantes pour consolider la filière du numérique en santé en France, déployer des solutions innovantes à grande échelle, garantir l'accessibilité, la souveraineté et l'interopérabilité des innovations pour tous les citoyens.



”

ENSEMBLE,
FAISONS GRANDIR
LA FRANCE

Acteur historique de l'intérêt général et du développement des territoires, la Caisse des Dépôts s'appuie sur un modèle unique, éprouvé par plus de deux siècles d'histoire et incarné par une mission, une organisation, une gouvernance et un modèle économique qui en font un opérateur incontournable du développement durable du pays. Institution contracyclique aux expertises reconnues, elle agit en appui des politiques publiques et des transitions économiques, sociales et environnementales sur l'ensemble des territoires, en veillant à intégrer les enjeux de durabilité dans sa stratégie, ses investissements, sa gouvernance et sa politique de ressources humaines.

Un modèle d'ouverture et de confiance qui s'étend dans les domaines financiers, de la recherche, de la culture, que ce soit en France ou à l'international.



30	Missions
31	Métiers
32	Rôle d'opérateur public
34	Gouvernance
36	Axes stratégiques
37	Secteurs d'intervention
38	Modèle d'affaires
40	Modèle économique
41	Bilan et résultats
42	Politique durable
44	Partenaire de confiance
46	Engagé pour l'exemplarité

La Caisse des Dépôts est une institution financière publique, créée par la loi du 28 avril 1816 et régie par l'article L. 518-2 du Code monétaire et financier. Elle poursuit cinq grandes missions d'intérêt général, en appui des politiques publiques conduites par l'État et les collectivités locales, et peut exercer des activités concurrentielles.

Nos missions



Financer et soutenir le logement social

La Caisse des Dépôts est le premier financeur du logement social et intermédiaire en France, avec une gamme de prêts couvrant l'ensemble de la chaîne de valeur. Elle finance également des structures accueillant des populations fragiles ou vulnérables. Par l'intermédiaire de sa filiale CDC Habitat, le Groupe compte également parmi les premiers bailleurs sociaux de France, avec un parc de plus de 560 000 logements répartis sur l'ensemble du territoire.



Accompagner les parcours de vie des Français

Acteur de la gestion des retraites, la Caisse des Dépôts accompagne les parcours de vie pour faciliter l'accès aux droits sociaux en mettant à disposition des services gratuits (Mon Compte Formation, Mon Parcours Handicap, Ciclade.fr, Maisons France Services, Conseillers numériques, etc.) pour favoriser l'insertion professionnelle, le développement des compétences et accompagner les usages du numérique. Le Groupe agit en faveur de la santé et du grand âge, et est le premier fournisseur de services publics de proximité en France.



Contribuer au développement économique

Actionnaire de référence de plus de 20 sociétés et investisseur institutionnel de premier rang en France et en Europe, la Caisse des Dépôts finance l'économie sur le long terme. Elle joue un rôle clé dans le soutien aux secteurs stratégiques et la relocalisation industrielle (défense, santé et numérique). Le Groupe accompagne les entreprises dans leur développement et les acteurs publics locaux dans la réalisation de leurs projets territoriaux.



Protéger l'épargne populaire

La Caisse des Dépôts centralise et gère près de 60 % de l'épargne réglementée (Livret A, LDDS ou LEP). Elle finance, via des prêts de long terme, non seulement le logement social, mais aussi la politique de la ville et les projets d'intérêt général des collectivités locales, et investit dans des actifs financiers afin de contribuer à la liquidité et à la rémunération de l'épargne tout en finançant l'économie.



Gérer des mandats publics

Gestionnaire de confiance, la Caisse des Dépôts agit en qualité de mandataire pour le compte d'entités publiques ou privées. Elle exerce à ce titre des services de gestion financière et administrative adossés à des prestations bancaires. Elle gère ainsi pour le compte de l'État des programmes nationaux (France 2030, Action Cœur de Ville, Petites villes de demain, etc.), la tenue du registre des gaz à effet de serre, ainsi que divers mandats de gestion des retraites.

Nos métiers

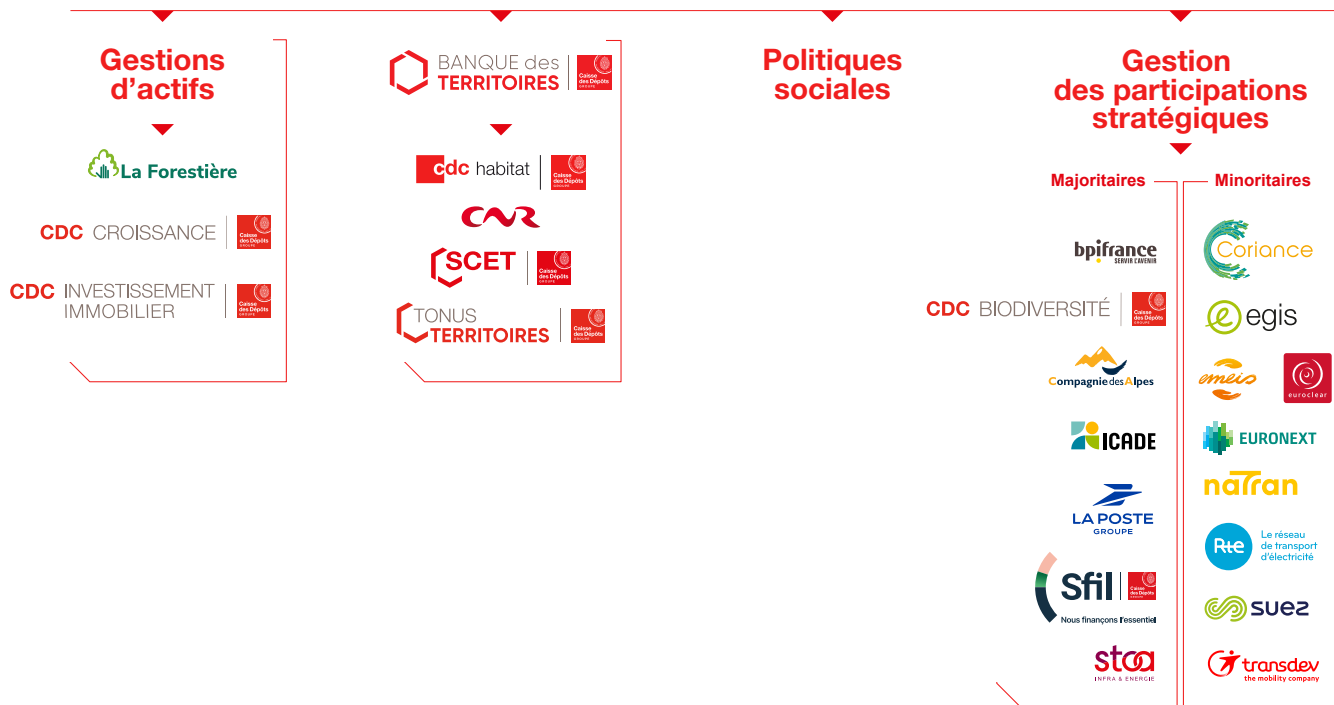
Pour décliner ses missions et ses interventions, directement ou en appui des politiques publiques, la Caisse des Dépôts **est aujourd'hui organisée autour de quatre métiers.**

La Banque des Territoires accompagne les acteurs territoriaux (collectivités, organismes de logement social, entreprises publiques locales, professions juridiques, entreprises et acteurs financiers) dans la concrétisation de leurs projets d'intérêt général. Elle intervient, selon les besoins, en conseils, prêts, investissements en fonds propres et quasi-fonds propres, consignations et services bancaires. Avec son réseau de 16 directions régionales et ses 37 implantations territoriales, elle bénéficie d'un maillage territorial fin qui lui permet d'agir au plus près des besoins de ses clients.

Les politiques sociales accompagnent les parcours de vie pour faciliter l'accès aux droits sociaux dans quatre domaines d'activité : les retraites, la formation professionnelle, le handicap, la santé et le grand âge. Gestionnaire de plus de 60 fonds et mandats, partenaire privilégié de 55 000 employeurs publics, la direction des politiques sociales apporte des solutions fiables et innovantes à ses clients et aux pouvoirs publics.

Les Gestions d'actifs gèrent l'ensemble des placements financiers de la Caisse des Dépôts, issus des bilans du Fonds d'épargne et de la Section générale. Premier gérant d'actifs de statut public, avec 320 Md€ d'encours d'actifs sous gestion au 31 décembre 2025, et premier investisseur sur les PME françaises cotées avec CDC Croissance, les Gestions d'actifs investissent dans toutes les classes d'actifs (obligations, actions, non-coté, immobilier, forêts, etc.), directement ou par l'intermédiaire de ses filiales, dans une démarche de long terme et responsable.

La Gestion des participations stratégiques a en charge les opérations d'acquisition, de fusion et de cession, ainsi que le pilotage actionnarial d'une vingtaine de sociétés dont la Caisse des Dépôts est actionnaire de référence. Elle contribue à la définition de la doctrine actionnariale de la Caisse des Dépôts ainsi qu'à l'accompagnement stratégique et financier des filiales et participations, en cohérence avec les priorités du Groupe. Elle accompagne dans la durée le développement de ses filiales, dont les performances financières renforcent la capacité de la Caisse des Dépôts à remplir ses missions d'intérêt général.



Forte de son expertise technique, sa solidité financière et son rôle historique de tiers de confiance, la Caisse des Dépôts agit en qualité d'opérateur de mandats et de programmes nationaux pour le compte de l'État et des collectivités. Un rôle qui lui permet de déployer des solutions concrètes pour répondre aux enjeux des citoyens et contribuer au développement du pays.

Notre rôle d'opérateur public

OPÉRATEUR DE MANDATS

La Caisse des Dépôts gère pour le compte de l'État des fonds et mandats sur des missions précises et pour une durée déterminée. Au total, ce sont plus de 100 mandats qui sont actuellement opérés par la Caisse des Dépôts.

Les mandats de la Direction des politiques sociales

La Direction des politiques sociales gère plus de 60 fonds et mandats et de nombreuses prestations sociales pour le compte de l'État. Elle assure la gestion de services publics gratuits et de services numériques d'intérêt général pour des millions de bénéficiaires, notamment dans les domaines des retraites, de la formation professionnelle et du handicap (voir ci-contre), mais également de la santé, du grand âge, du logement, de la prévoyance, de la prévention des risques professionnels, etc.

Retraite

La Caisse des Dépôts assure la gestion de six régimes de retraite obligatoires (CNRACL, Ircantec, etc.) ainsi que de deux portails de services en ligne (Pep's, Ma retraite publique) pour les employeurs, les actifs et les retraités de ces régimes. Membre du Groupement d'intérêt public (GIP) « Union retraite », elle mène également des travaux de mutualisation de son système d'information avec celui du Service des retraites de l'État (SRE).

5,1 millions de pensionnés, soit 1 retraité sur 5

Formation

La Caisse des Dépôts gère le Compte personnel de formation (CPF) pour les 40,9 millions de bénéficiaires ainsi que son service numérique Mon Compte Formation, intégrant Mon Compte Élu (droit individuel à la formation des élus locaux). En lien avec le CPF, elle assure la gestion

du Passeport d'orientation, de formation et de compétences et du Passeport de prévention (santé et sécurité au travail). Elle pilote le service en ligne SOLTéA, lancé en 2023 pour répartir le solde de la taxe d'apprentissage, ainsi que la plateforme de référence de partage de données entre acteurs de la formation professionnelle, Agora.

1,3 million de dossiers de formation financés en 2025 (9,9 millions depuis 2019)

Handicap, santé et vieillissement

La Caisse des Dépôts assure la gestion du Fonds pour l'insertion des personnes handicapées dans la fonction publique (FIPHFP) ainsi que du site d'information pour les personnes en situation de handicap et leurs proches aidants « Mon Parcours Handicap », développé en partenariat avec la Caisse nationale de solidarité pour l'autonomie (CNSA). Dans les secteurs de la santé et du vieillissement, elle assure la gestion de l'action sociale des régimes de retraite en faveur de la prévention de la perte d'autonomie et du maintien à domicile, du Fonds national de prévention de la CNRACL ou encore du Fonds pour la modernisation et l'investissement en santé (FMIS).

129,1 M€ d'aides versées au FIPHFP en 2025

+ de 7 000
projets ont été
financés par
le biais de ces
mandats

Les mandats de la Banque des Territoires

La Banque des Territoires gère aujourd'hui plus de 50 dispositifs liés au déploiement du plan « France 2030 » pour favoriser l'investissement, stimuler l'emploi, et accroître la compétitivité dans des secteurs prioritaires, générateurs de croissance. Les mandats France 2030 soutiennent **des projets d'expérimentation territoriale** pour accélérer les transitions écologiques, sociales et numériques des territoires, ainsi que **la formation et le développement des compétences** pour faire émerger

des talents et des filières d'avenir adaptés aux besoins des territoires et des entreprises. D'ici 2030, 1,5 million de personnes seront formées grâce aux 160 formations créées dans le cadre des mandats « Compétences et métiers d'avenir » et du Plan d'investissement dans les compétences. Au total, plus de 7 000 projets ont été financés par le biais de ces mandats. La Banque des Territoires est également opérateur du mandat Conseiller Numérique. Depuis 2021, trois millions de personnes ont été accompagnées aux usages du numérique par plus de 4 000 conseillers numériques.

OPÉRATEUR DE PROGRAMMES NATIONAUX

La Caisse des Dépôts, par l'intermédiaire de la Banque des Territoires, est un opérateur de plusieurs dispositifs nationaux à impact territorial fort. Aux côtés d'autres acteurs et partenaires, elle assure la gestion, la promotion, le financement et la mise en œuvre de nombreux programmes nationaux pilotés par l'État et/ou l'Agence nationale de la cohésion des territoires (ANCT).

Redynamisation des territoires

La Banque des Territoires participe aux dispositifs nationaux de redynamisation des villes moyennes (Action Cœur de Ville) et de moins de 20 000 habitants (Petites villes de demain), ainsi que des territoires en perte d'attractivité ou en quête de renouvellement (Plan Avenir Montagnes, etc.). À travers sa contribution au programme Territoires d'industrie, elle agit plus directement pour la réindustrialisation des territoires.

Accessibilité des services publics

Fort de son maillage territorial, la Banque des Territoires agit pour renforcer l'accès aux services publics sur tous les territoires en participant au déploiement des maisons France Services, ainsi qu'au renouvellement urbain et au développement économique des 1 681 Quartiers de la politique de la ville (QPV).

Ciclade

Le service de recherche des sommes oubliées

Acteur historique de la protection de fonds privés (dépôt des notaires, épargne réglementée, consignations, etc.), la Caisse des Dépôts assure, à titre exclusif, la gestion de **Ciclade, mis en place dans le cadre de la loi Eckert (2014)**. Ce service en ligne gratuit permet à toute personne de **rechercher et de récupérer des sommes oubliées ou non réclamées** (dites « en déshérence »), sur des comptes bancaires, assurances-vie et produits d'épargne salariale. Ces fonds sont transférés à la Caisse des Dépôts par les établissements financiers (banques, assureurs, etc.), avant d'être définitivement reversés à l'État après 30 ans d'inactivité. Depuis 2019, Ciclade est administré par la Direction des clientèles bancaires de la Banque des Territoires.

**En 2025,
ce service a permis
de restituer**

**164,4 M€
à leurs ayants droit**

Depuis 1816, date de sa création, la Caisse des Dépôts est dotée, en vertu de la loi, d'un statut et d'un mode de gouvernance uniques en France, qui lui permettent de protéger et de gérer les fonds qui lui sont confiés.

Notre gouvernance

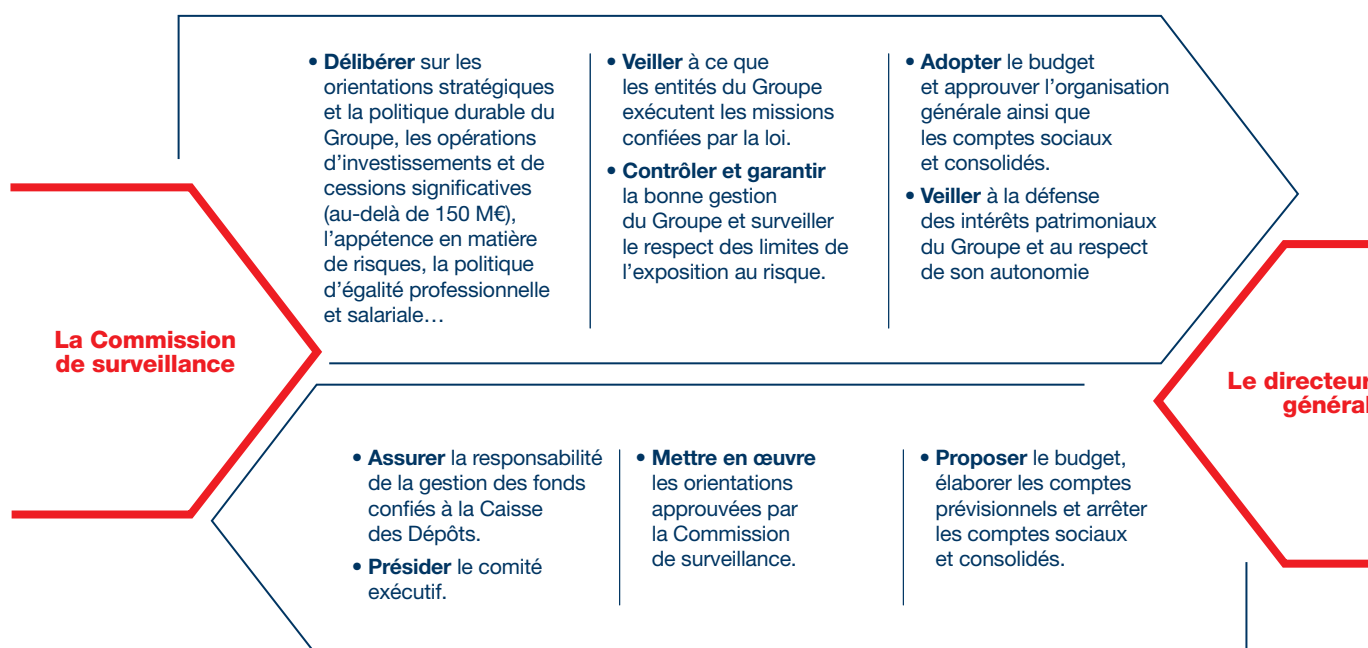
Elle est placée sous la surveillance et la garantie de l'autorité législative, qui exerce le contrôle de ses activités et garantit son autonomie par l'intermédiaire d'une Commission de surveillance, dont les prérogatives ont été renforcées par la loi de modernisation de l'économie de 2008 et la loi Pacte de 2019.

Composée de 16 membres - 5 parlementaires (3 députés et 2 sénateurs), 2 représentants du personnel, 1 représentant de l'État et 8 personnalités qualifiées – paritaire et présidée par un parlementaire, la Gouvernance rend compte au Parlement, au moins une fois par an, des travaux réalisés en son sein. Son fonctionnement est régi par son règlement intérieur et elle s'appuie sur plusieurs comités spécialisés pour renforcer sa capacité de surveillance : le Comité d'audit et des risques (CAR) ; le Comité du fonds d'épargne (CFE) ; le Comité des investissements (CDI) ; le Comité des nominations et des rémunérations (CNR) ; le Comité stratégique (COSTRAT) ; le Comité Responsabilité Sociale et Environnementale, et Éthique (RSE et Éthique).

Le directeur général de la Caisse des Dépôts est nommé pour cinq ans par décret du président de la République après audition devant les commissions des finances du Parlement. Il dispose de pouvoirs de gestion étendus et d'une grande autonomie.

Principal organe de pilotage du groupe Caisse des Dépôts, **le comité exécutif** réunit, d'une part, les métiers qui constituent le cœur des activités du Groupe, et d'autre part, les fonctions supports essentielles à la performance des actions du Groupe. Il décide de la stratégie du Groupe, et suit sa performance opérationnelle en veillant à la bonne adéquation de son offre aux besoins de ses clients de ses partenaires ainsi que des utilisateurs et consommateurs finaux.

FONCTIONNEMENT DE LA GOUVERNANCE





Membres du comité exécutif

1. Olivier Mareuse

Directeur général adjoint, directeur
des gestions d'actifs et du Fonds d'épargne

2. Aurélie Robineau-Israël

Directrice des ressources humaines

3. Sophie Quatrehomme

Directrice de la communication,
du mécénat et des partenariats

4. Audrey Girard

Directrice de la gestion
des participations stratégiques

5. Nathalie Tubiana

Directrice des finances
et de la politique durable du Groupe

6. Olivier Sichel

Directeur général du groupe Caisse des Dépôts

7. Pierre Chevalier

Directeur des affaires juridiques,
de la conformité et de la déontologie

8. Virginie Chapron-du-Jeu

Directrice des risques du Groupe

9. Catherine Mayenobe

Directrice générale déléguée,
directrice des opérations et du pilotage
de la transformation opérationnelle

10. Julie-Agathe Bakalowicz

Directrice de cabinet du directeur général

11. Antoine Saintoyant

Directeur général adjoint,
directeur de la Banque des Territoires

12. Marianne Kermoal-Berthomé

Directrice des politiques sociales

Nicolas Dufourcq

Directeur général de Bpifrance
(non présent sur la photo)

Fidèle à ses missions, à sa raison d'être et à ses valeurs, le Groupe s'est fixé trois objectifs stratégiques pour amplifier son impact en appui des politiques publiques. Pour atteindre ses ambitions, il s'appuie sur un modèle financier solide et une approche intégrée des enjeux de durabilité.



ACCÉLÉRER LA TRANSFORMATION ÉCOLOGIQUE

Le groupe Caisse des Dépôts mobilise l'ensemble de ses métiers et de ses ressources en faveur d'une transformation écologique juste et résiliente, vers une économie neutre pour le climat et la biodiversité, et une gestion durable des ressources. Pour contribuer aux objectifs nationaux définis dans la feuille de route de planification écologique « France Nation Verte » et financer la décarbonation de l'économie, le Groupe, qui a déjà consacré 80 Md€ en faveur de la transformation écologique entre 2020 et 2023, prévoit d'y consacrer près de 130 Md€ entre 2024 et 2028.



CONTRIBUER AUX SOUVERAINETÉS

Le groupe Caisse des Dépôts investit pour assurer la capacité du pays à répondre de manière autonome à l'évolution de ses besoins stratégiques. Il finance l'économie dans une vision de long terme et intervient en complémentarité des politiques publiques pour soutenir les secteurs clés garantissant notre indépendance (économique, industrielle, numérique et énergétique).



AGIR EN FAVEUR DE LA COHÉSION SOCIALE ET TERRITORIALE

Le groupe Caisse des Dépôts agit pour lutter contre les fractures territoriales et permettre à tous de bénéficier de services publics de qualité. Gestionnaire de référence des retraites, premier financeur du logement social et intermédiaire, et partenaire de confiance du secteur public local, il accompagne au quotidien tous les acteurs locaux dans leurs projets de construction de logement, d'aménagement du territoire, de politique de la ville, mais aussi pour leur apporter des solutions face aux grandes évolutions démographiques.

Nos axes stratégiques

LA STRATÉGIE en chiffres

355544

foyers dont les besoins en énergie sont couverts par les EnR financées (Banque des Territoires)

12 100

entreprises soutenues dans le secteur de l'industrie (Bpifrance)

126318

logements sociaux et 20272 logements intermédiaires financés par le Groupe (Banque des Territoires, CDC Habitat, La Poste)

Investisseur de long terme, le groupe Caisse des Dépôts est engagé dans des secteurs d'intervention variés pour accélérer la transformation écologique, renforcer les souverainetés, contribuer à la cohésion sociale et territoriale.

Nos secteurs d'intervention

FINANCE



Le Groupe met à la disposition des particuliers une gamme complète d'offres de banque assurance et intervient aux côtés de l'État et d'acteurs privés pour financer les investissements nécessaires au renforcement de notre économie. Il soutient les entreprises des secteurs clés pour notre autonomie et initie avec d'autres partenaires des programmes innovants pour trouver de nouveaux relais de croissance au niveau national ou européen.

IMMOBILIER



Par l'étendue de sa gamme et la complémentarité de ses offres, le Groupe occupe une position centrale dans le paysage du logement et de l'immobilier français. En tant que prêteur, investisseur, opérateur et aménageur, il couvre toute la chaîne de valeur et intervient massivement pour accélérer la production de nouveaux logements ou de programmes immobiliers durables pour faciliter l'accès de tous à un logement digne, adapté et abordable.

INFRASTRUCTURES



Conjuguant performance économique et sens de l'intérêt général, le Groupe intervient dans la conception, le financement et l'exploitation des infrastructures indispensables à notre économie et à notre quotidien. Il est particulièrement présent dans les secteurs de l'énergie (réseau électrique, de gaz, de chaleur, hydroélectricité), dans la gestion des ressources (eau et déchets), le tourisme et les loisirs, et accompagne les collectivités locales dans la mise en œuvre de leurs politiques de mobilité durable.

SERVICES



Le Groupe est le premier fournisseur de services publics de proximité pour les entreprises, les particuliers et les collectivités. Il accompagne la mise en œuvre de politiques sociales, assure la gestion de plateformes d'intérêt général (retraites publiques, formation professionnelle, handicap), tout en développant de nouveaux services en faveur des personnes âgées et en améliorant l'accès aux soins. Il dispose également d'une expertise reconnue en conseils et ingénierie et accompagne les porteurs de projets dans le montage de leurs opérations.

Notre modèle d'affaires



Raison d'être

Alliance unique d'acteurs économiques publics et privés, nous nous engageons, au cœur des territoires, pour accélérer la transformation écologique et pour contribuer à offrir une vie meilleure pour toutes et tous.

Missions

- Protéger l'épargne populaire
- Gérer des mandats publics
- Accompagner les parcours de vie
- Financer et soutenir le logement social
- Contribuer au développement économique

Modalités et leviers d'intervention

Accompagner
Conseiller
Consigner
Garantir

Gérer
Investir
Opérer
Prêter

28

filiales et participations stratégiques

Ressources

Capital financier

1 393 Md€
bilan agrégé dont:
407 Md€ épargne centralisée,
687 Md€ dépôts réglementés,
76 Md€ fonds propres.

Capital immatériel

Notre histoire
de près **de 210 ans**
Nos valeurs: intérêt général,
confiance, long terme
Notre marque
Nos engagements
RSE et ESG

Capital humain

+ 360 000 collaborateurs
dans le monde, dont **6 636**
à l'Établissement public
Mixité des statuts

Capital relationnel

16 directions régionales
37 implantations territoriales
17 000 points de contact
avec le Groupe La Poste

4 Secteurs d'intervention

FINANCE IMMOBILIER INFRASTRUCTURES SERVICES



Priorités stratégiques

- Transformation écologique
- Souverainetés
- Cohésion sociale et territoriale

Impacts

96 731

PME, TPE, ETI et structures d'ESS accompagnées

355 544

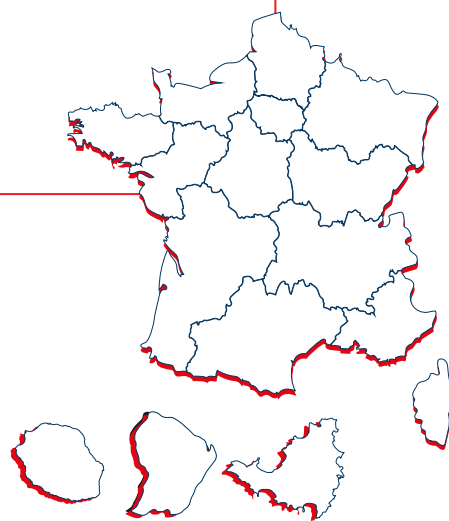
foyers dont les besoins en énergie sont couverts par les EnR financées

9,9

millions de personnes accompagnées dans leur usage du numérique

277 079

personnes logées dans les logements sociaux et intermédiaires financés/acquis



La Caisse des Dépôts dispose de ressources stables et indépendantes, et finance elle-même l'ensemble de ses activités. Un modèle économique unique qui lui offre une capacité d'investissement et de soutien sans équivalent pour accélérer la transformation de l'économie vers un modèle plus durable et solidaire.

Notre modèle économique

Ressources

Une partie des fonds qui lui sont confiés - l'épargne réglementée des Français et les dépôts des professions juridiques - finance des projets d'intérêt général par des prêts et des investissements en capital. Une autre partie de ces ressources est investie dans des actifs financiers afin d'assurer la liquidité et la rémunération des fonds confiés et de participer au financement de l'économie. Les bénéfices générés par la gestion d'actifs financiers et les revenus des filiales et participations stratégiques contribuent au financement de ses missions d'intérêt général.

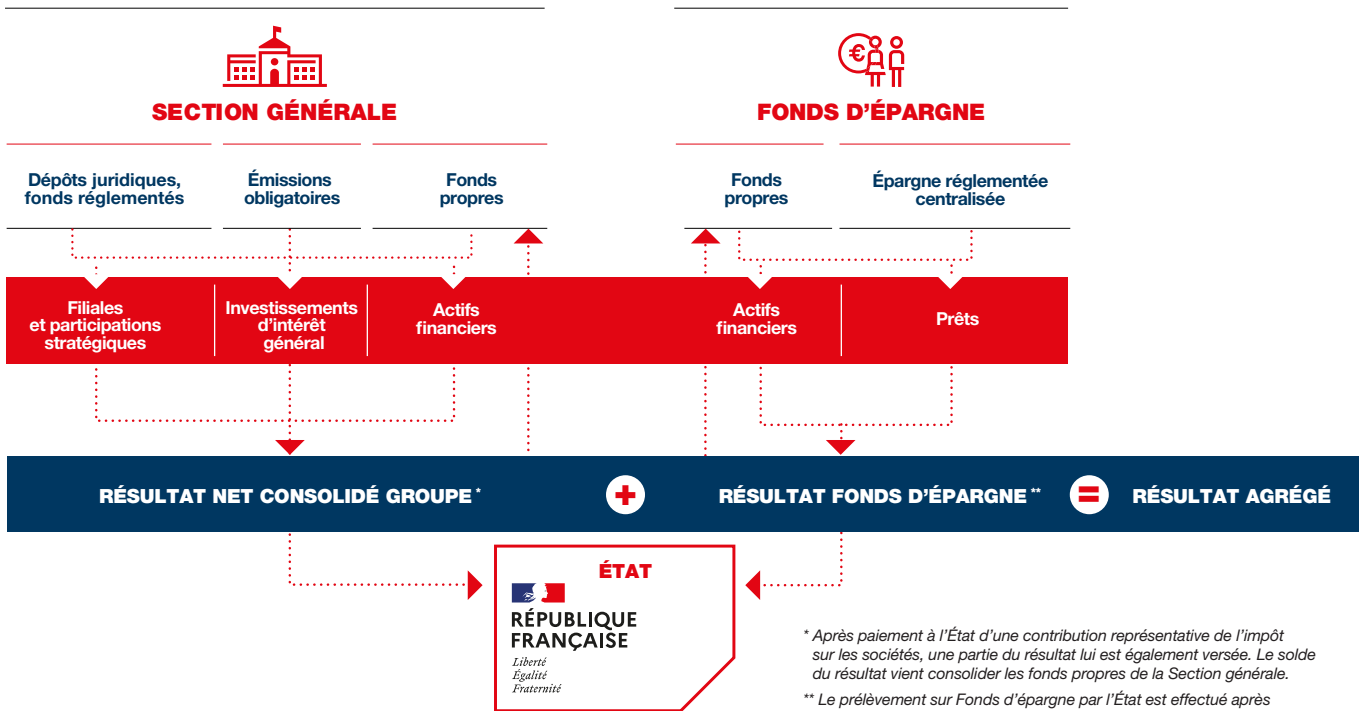
Répartition financière

Sur le plan comptable, la Caisse des Dépôts opère sur deux bilans distincts. Une partie du résultat de l'Établissement public, **Section générale**, vient alimenter les fonds propres indispensables au maintien de sa solidité financière et à la capacité de développement du Groupe.

Au 31 décembre 2025, ces fonds s'élèvent à 76 Md€. Une autre partie est consacrée aux investissements d'intérêt général que la Caisse des Dépôts réalise dans des secteurs et des territoires insuffisamment couverts par le marché, avec un horizon de rentabilité à moyen et long terme. Enfin, une fraction du résultat est versée à l'État, plus de 3,3 Md€ en 2025, faisant de la Caisse des Dépôts l'un des plus importants contributeurs publics.

Au premier rang des missions confiées par la loi à la Caisse des Dépôts, **le Fonds d'épargne** assure la centralisation et la gestion d'une partie – environ 60 % – de l'épargne réglementée des Français (Livret A, Livret de développement durable et solidaire (LDDS) et Livret d'épargne populaire (LEP)) qu'il transforme pour partie en prêts à très long terme, jusqu'à 80 ans, pour financer des projets d'intérêt général.

NOS FLUX FINANCIERS



Bilan et résultats 2025

Dans un contexte marqué par l'instabilité, le groupe Caisse des Dépôts demeure un pilier de stabilité et de confiance au service de l'intérêt général et de l'économie française. Avec un résultat net agrégé de 5 Md€, qui lui permet de contribuer au budget de l'État à hauteur de 3,3 Md€, il confirme la robustesse de son modèle et son rang de premier pôle financier public.

	ACTIF (emplois)	PASSIF (ressources)
132 Md€ (portefeuille - actions)	Participations filiales mises en équivalence* 29 Md€	Capitaux propres part du Groupe 76 Md€ → le groupe Caisse des Dépôts : 58 Md€ → Fonds d'épargne : 18 Md€
	Actifs financiers 791 Md€ → Actions : 103 Md€ → Taux : 546 Md€ → Unités de compte : 106 Md€ → Autres : 36 Md€	Passifs relatifs aux contrats d'assurance émis et de réassurance détenus 381 Md€ → (CNP Assurances)
	Prêts 457 Md€ dont → Banque des Territoires (sur Fonds d'épargne) : 245 Md€ → La Banque Postale : 144 Md€ → Sfil : 58 Md€	Dettes à long terme 151 Md€
	Actifs court terme et disponibilités 60 Md€	Dépôts 687 Md€ dont → Livrets réglementés du Fonds d'épargne : 407 Md€ → La Banque Postale : 170 Md€ → Autres dépôts bancaires et réglementés : 94 Md€
	Autres actifs 56 Md€	Émissions court terme 33 Md€
		Autres passifs 65 Md€
	Total de 1 393 Md€ (contre 1 388 Md€ en 2024)	

OLIVIER SICHEL
Directeur général de
la Caisse des Dépôts

Les résultats présentés sont solides et confirment que la Caisse des Dépôts demeure fidèle à sa mission : soutenir l'économie de notre pays dans un contexte marqué par l'instabilité. Forte de son expertise et de son modèle unique, à la fois protecteur et sécurisé, elle reste vigilante face aux évolutions économiques et agit avec détermination aux côtés des élus et des acteurs économiques pour les accompagner durablement dans leurs projets, tout en contribuant massivement au budget de l'État.

* Les participations mises en équivalence sont notamment Bpifrance, CTE, CDC PME Croissance, CDC Euro Croissance, Compagnie Nationale du Rhône, Euroclear, Sicovam, Euronest, Egis, SUEZ Holding, emeis, Coriance et Transdev. Les participations intégrées globalement (notamment La Poste, Sfil, CDC Habitat, NaTran, Icade, Compagnie des Alpes, Stoa, filiales immobilières gérées par CDC Investissement Immobilier) voient leurs bilans affectés sur tous les postes.

En tant que pôle financier public, le groupe Caisse des Dépôts cherche à réduire ses impacts négatifs et à accroître ses impacts positifs en contribuant activement aux objectifs nationaux en matière d'atténuation et d'adaptation au changement climatique, de préservation de la nature et d'inclusion sociale.

Notre politique durable

Agir pour le climat : une trajectoire ambitieuse et concrète

Dix ans après l'Accord de Paris, le Groupe s'inscrit concrètement dans l'objectif de neutralité carbone collective d'ici à 2050 en décarbonant ses activités opérationnelles et ses portefeuilles et en finançant la décarbonation de l'économie. Le Groupe s'est doté à cet effet d'une politique climat, en particulier déclinée sur trois secteurs prioritaires (l'immobilier, les transports et les énergies fossiles), et pilote un plan de transition couvrant l'ensemble de ses activités.

En complément, le Groupe agit pour adapter ses activités et renforcer la résilience des territoires. Ses offres d'accompagnement ciblent notamment les zones vulnérables (littoral et outremer, territoires de montagne, villes) avec la promotion d'approches fondées sur la nature évitant la maladaptation (ex: développement de forêts urbaines pour atténuer les îlots de chaleur...).

Protéger la nature : restaurer les écosystèmes et préserver les ressources

En contribution au cadre mondial de Kunming-Montréal, le Groupe agit pour limiter les pressions sur la biodiversité et pour financer et mettre en œuvre des solutions préservant la nature. En application de sa politique dédiée, il exclut de ses financements les activités les plus nocives en matière de déforestation, conversion des sols, pesticides, exploitation minière en eaux profondes, et mobilise des financements dédiés aux infrastructures de gestion de l'eau, à l'économie circulaire et à la préservation de la biodiversité.

Œuvrer pour l'inclusion sociale

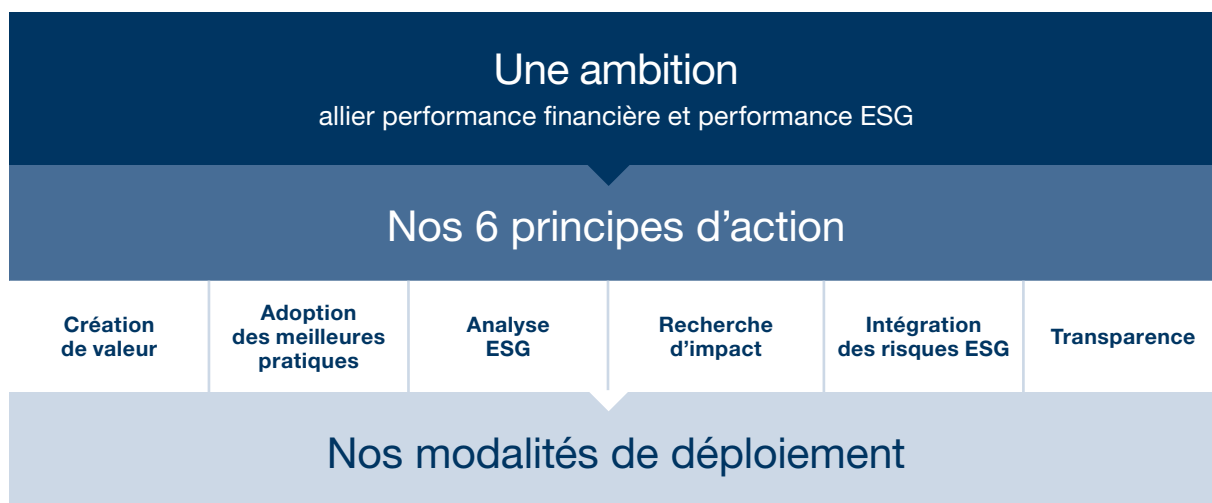
Le Groupe a fait de la cohésion sociale et territoriale une priorité stratégique et porte cinq engagements :

- **Faciliter** l'accès à un logement abordable et décent
- **Soutenir** les personnes âgées, les publics fragiles et le secteur de la santé
- **Lutter** contre les fractures territoriales
- **Promouvoir** l'inclusion par la formation et l'emploi
- **Garantir** l'accès aux services essentiels (inclusion numérique, bancaire et mobilités)

Par ailleurs, le Groupe veille également à limiter les impacts négatifs de ses activités et financements en matière sociale, au travers d'une liste d'exclusions normatives et sectorielles (dont tabac, pornographie et jeux d'argent) et du suivi des controverses en matière de droits humains notamment pour ses investissements de placement.

NOS LEVIERS D'ACTION : UNE FINANCE RESPONSABLE ET TRANSPARENTE

Pour traduire ses engagements en actions, le Groupe mobilise plusieurs leviers. Il s'est doté d'une charte Finance Responsable depuis 2012 pour ses investissements et 2023 pour ses financements, qui définit six principes d'intervention :



Investissement

- **Intégration ESG**
 - 84 % des encours détenus ou gérés par le Groupe couverts par une analyse ESG (95 % pour les gestions d'actifs CDC).
- **Dialogue actionnarial et obligataire**
 - 72 % des entreprises en portefeuille Groupe (en encours) ayant fait l'objet de dialogue sur les sujets ESG (57 % pour les gestions d'actifs CDC).

Toutes opérations

- **Avis ESG en Comité d'engagement Groupe**
 - 100 % des dossiers présentés en Comité d'engagement Groupe avec un avis ESG indépendant.
- **Traitement des controverses**
- **Exclusions normatives et sectorielles**

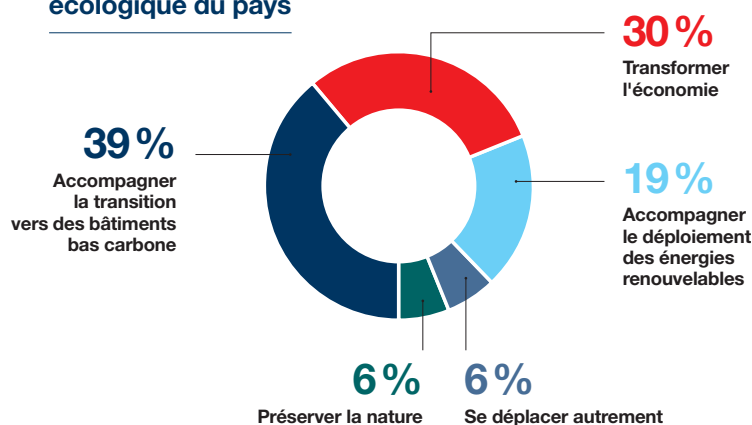
Financement

- **Analyse ESG**
 - 20 % des prêts octroyés dans l'année ayant fait l'objet de critères d'analyse ESG.
- **Prêts thématiques**
 - Large gamme de prêts (dont prêts bonifiés) pour des projets à dimensions sociale et/ou environnementale.
- **Accompagnement des contreparties**
 - Dont mise à disposition d'outils de diagnostic (ex : Prioréno chez Banque des Territoires, outils Diag chez Bpifrance).

à savoir

La Caisse des Dépôts est signataire du Pacte mondial des Nations unies et des Principes pour l'investissement responsable (PRI) depuis leur création respectivement en 2000 et en 2006. Elle est également membre fondateur de l'Alliance Net-Zero Asset Owner (NZAOA) qui regroupe des investisseurs institutionnels engagés à rendre leurs financements neutres en carbone d'ici à 2050.

130 Md€
pour accompagner
la transformation
écologique du pays



Acteur influent et fédérateur dans de nombreux domaines, le groupe Caisse des Dépôts est un partenaire de premier rang pour initier ou concrétiser des projets impactants, que ce soit à l'échelle locale, nationale et même européenne ou internationale.

Un partenaire de confiance

Recherche

Soutenir une recherche au service d'une stratégie de long terme et de l'intérêt général

L'Institut pour la recherche de la Caisse des Dépôts a pour mission de nourrir la réflexion stratégique interne au Groupe. Il soutient des travaux de recherche (universités, *think tanks*, centres de recherche), anime une filière « Recherche et prospective » et organise des événements dans les champs d'intervention stratégiques et en lien avec les métiers du Groupe : politique de la ville, transition énergétique, développement des territoires, réindustrialisation ou cohésion sociale, etc. Ces projets sont valorisés dans le cadre de la communication expertise de l'Institut, en particulier sur le blog Regard(s) d'expert(s) ou dans ses *Cahiers de recherche*.

I4CE (Institute for Climate Economics) est un institut de recherche co-fondé en 2015 par la CDC et l'AFD dont la mission est de contribuer au débat sur les politiques publiques d'atténuation et d'adaptation au changement climatique et d'accompagner les décideurs publics et privés dans la mise en œuvre d'instruments pour une transition bas-carbone juste et efficace. Plus de 100 interventions dans des instances de gouvernance françaises et européennes et près de 200 rencontres et auditions auprès des décideurs techniques et politiques de haut niveau (ministres, commissaires européens, Parlements) en 2025. À travers les travaux de ces deux entités complémentaires, le Groupe **se positionne comme un acteur légitime** sur les grands enjeux sociétaux et pour accompagner les transitions.

315 000
visites sur
le Blog Regard
d'expert en 2025

+ de 80
programmes
de recherche soutenus
par l'Institut





Culture

Faire de la culture un instrument de cohésion sociale et territoriale

À travers ses trois programmes (Architecture et Paysage, Danse et Musique), le mécénat de la Caisse des Dépôts encourage la création, soutient l'émergence artistique, et favorise l'accès de tous à la culture et à la pratique artistique dès le plus jeune âge. Avec plus de 6 millions d'euros de financement octroyés chaque année, l'institution apporte confiance et perspectives aux artistes à des moments charnières de leur carrière. Elle accompagne également et plus largement la transition écologique du secteur culturel pour réduire son impact environnemental.

Soutien emblématique du Théâtre des Champs-Élysées (Paris) dont elle est l'actionnaire principal, la Caisse des Dépôts est aussi très ancrée dans les territoires où elle accompagne chaque année près de 400 projets à travers tout le pays.

400
projets sur tout
le territoire

6,3 M€
octroyés à des
projets culturels

Finance

Un investisseur engagé et influent

Grâce à son expertise et son engagement concret, la Caisse des Dépôts s'est imposée comme un investisseur et un acteur de Place de référence pour une finance plus responsable. Elle fédère les acteurs publics et privés autour d'objectifs communs tels que la transformation écologique ou les souverainetés industrielles et technologiques. Elle a lancé des initiatives de place comme « Objectif Climat » et « Objectif Biodiversité », et participé au Fonds « Émergence Défense », aux initiatives TIBI, dédiés aux financements d'entreprises actives dans la lutte contre le réchauffement climatique, la préservation des écosystèmes, la défense, la cybersécurité, les technologies innovantes, etc.

Actionnaire engagé dans des entreprises et des infrastructures financières européennes comme Euroclear (leader mondial des services de post-marché) et Euronext (premier opérateur boursier en Europe), le Groupe joue un rôle actif dans les instances de place au niveau national et international - membre fondateur de la *Net Zero Asset Owner Alliance* (NZAOA) et désormais à la tête de son comité de pilotage, ou des *Principles for Responsible Investment* (PRI). Investisseur influent et responsable, elle promeut l'exigence ESG comme un enjeu de souveraineté, des méthodologies innovantes pour mesurer l'impact de ses investissements, et contribue à faire de la finance de marché un levier efficace et opérationnel de la transformation écologique.

1^{er}
investisseur
institutionnel
et 4^e investisseur
institutionnel
en France

320 Md€
d'actifs financiers
sous gestion

Relations institutionnelles

La Caisse des Dépôts sur la scène internationale

À travers sa direction des relations institutionnelles, internationales et européennes, la Caisse des Dépôts œuvre à renforcer la parole du Groupe – et à promouvoir son modèle – auprès des responsables nationaux, européens et des institutions internationales. Elle noue des coopérations opérationnelles à l'échelle communautaire et internationale autour des trois axes stratégiques du Groupe.

À l'échelle internationale, la Caisse des Dépôts entretient un dialogue de confiance avec des institutions homologues pour faire essaimer le modèle d'investisseur de long terme. Elle accompagne également le déploiement des filiales du Groupe et soutient l'internationalisation des territoires, comme vecteur de développement économique.

À l'échelle européenne, la Caisse des Dépôts fait valoir son expertise et son rôle de catalyseur des financements publics et privés au bénéfice du développement des territoires et de la restauration de la compétitivité européenne. Elle est ainsi partenaire de la Commission européenne dans la mise en œuvre des programmes et instruments financiers de relance.



14
Caisses de Dépôts
partenaires à
l'international

**Membre d'une association
regroupant 33 investisseurs
publics européens**

+ 100
auditions et rencontres
par an aux Parlements
français et européens



Nos engagements pour une exemplarité interne

En tant qu'institution publique au service de l'intérêt général, la Caisse des Dépôts place la responsabilité sociale et environnementale ainsi que la déontologie au cœur de sa stratégie. En collaboration avec ses parties prenantes, elle s'engage à construire une société plus durable, inclusive et respectueuse des droits humains. En 2025, le lancement de la démarche Action Groupe a permis de mieux partager les bonnes pratiques pour renforcer l'exemplarité des entités du Groupe.



Employeur responsable

La Caisse des Dépôts se positionne comme un employeur responsable, conjuguant performance opérationnelle et bien-être des collaborateurs, dans le cadre d'un dialogue social respectueux.

Sa politique de ressources humaines (RH) s'articule autour de quatre axes :

- L'accompagnement des collaborateurs tout au long du parcours professionnel, à travers des dispositifs de mentorat, tutorat, coaching et une gestion RH de proximité.
- Le développement des compétences et le soutien aux mobilités internes : une plateforme a été lancée qui permet de découvrir la diversité des métiers du Groupe et de favoriser les passerelles internes.
- L'inclusion et la lutte contre les discriminations : avec un index égalité professionnelle Hommes-Femmes de 92/100, la Caisse des Dépôts poursuit avec détermination son engagement pour une société plus juste.

La Caisse des Dépôts a obtenu en 2025 la double labélisation de l'AFNOR « Diversité » et « Égalité » qui récompensent son engagement en matière d'égalité professionnelle, de diversité et de lutte contre les discriminations au travail.

- La qualité de vie au travail : prévention des risques psychosociaux, semaine de quatre jours, télétravail, aides financières et accompagnement médico-psychosocial, toute une série de mesures a été adoptée pour faciliter l'équilibre des temps professionnels et personnels.

En 2025, la Caisse des Dépôts s'est engagée en faveur de la santé mentale, grande cause nationale, qui est devenue un des piliers de sa politique de qualité de vie et conditions de travail, et qui sera au cœur de programmes de sensibilisation et de formation pour l'ensemble des collaborateurs de l'Établissement public.

Le projet de transformation interne « **Grandissons ensemble** » renforce cette dynamique en formant les managers à une culture managériale transparente, ancrée dans des valeurs communes de simplicité, proximité, solidarité, optimisme.

À l'échelle du Groupe, cette ambition d'exemplarité se traduit par une déclaration employeur responsable qui prévoit 29 engagements dans les différents domaines de la vie au travail.



GAELE GALAND
Responsable du département
Emploi, rémunération,
développement des
compétences et égalité
professionnelle à la Direction
des ressources humaines

Le groupe Caisse des Dépôts, grâce à la diversité de ses entités et de ses métiers, offre de réelles opportunités d'évolution professionnelle. Pour encadrer cette dynamique, un accord Groupe a été élaboré afin de garantir une mobilité sécurisée. Fort du succès des éditions 2023 et 2024 de la Semaine de la Mobilité, une nouvelle étape a été franchie en 2025 avec le lancement de la plateforme Mobilité Groupe. Accessible à toutes les entités du périmètre social - et au groupe La Poste début 2027 - elle vise à faciliter la mobilité interne, et à dynamiser les bassins d'emploi par filière et par territoire. En créant des synergies entre les entités, elle renforce la transversalité et l'employabilité de tous.

Gouvernance et conduite des affaires

Le cadre de gouvernance de la Caisse des Dépôts repose sur la transparence, l'intégrité et la responsabilité. En tant que tiers de confiance, l'institution applique des standards exigeants en matière de déontologie et de lutte contre la corruption, le blanchiment de capitaux et le financement du terrorisme (LCB-FT). Pour garantir ces principes, la CDC a adopté :

- une Charte de déontologie Groupe déclinée dans le Code de déontologie de l'établissement public, qui constitue le socle des règles et des bonnes pratiques s'imposant à chaque collaborateur dans l'exercice de ses missions ;
- un dispositif d'alerte professionnelle, qui garantit la confidentialité et la protection des auteurs de signalement dans le respect des exigences réglementaires ;
- un comité de déontologie présidé par une personnalité indépendante, M. Olivier Schrameck, chargé de veiller à la cohérence et à l'efficacité du dispositif ;
- une politique anticorruption à l'échelle du Groupe qui se traduit notamment au sein de l'Établissement public par un encadrement strict de l'octroi et de la réception de cadeaux et invitations. Ce dispositif s'appuie sur une identification fine des risques de manquements à la probité et un processus d'évaluation des tiers ;
- un parcours de formation obligatoire pour tous les collaborateurs sur les enjeux de conformité, renouvelé tous les trois ans afin d'ancrer une culture d'intégrité ;
- la diffusion d'une culture du risque pour faire de chaque collaborateur un acteur de la prévention des risques. Cela se traduit par un renforcement des actions de communication et de formation afin de maintenir une vigilance constante et une vision pragmatique du risque, au plus près des enjeux opérationnels et de cybersécurité.



OLIVIER SCHRAMECK
Président du comité
de déontologie de la Caisse
des Dépôts

La déontologie doit conjuguer sécurité et efficacité : la conformité des comportements et opérations des agents de la Caisse des Dépôts est une condition essentielle d'un bon management parce qu'elle garantit contre les risques et les incertitudes. Elle n'est ni un obstacle ni un corset : imprégnant les réflexes et les mentalités, elle a vocation à inspirer l'action de tous et à contribuer à l'exigence d'exemplarité de l'ensemble des activités de la Caisse des Dépôts, si déterminantes pour le développement social, économique et financier de notre pays.

Médiation du Groupe

Depuis 1997, une **instance de médiation** du Groupe offre une résolution amiable des différends aux personnes bénéficiant de prestations de service proposées par le Groupe et ses entités, renforçant ainsi la confiance en l'institution et la transparence.

Respect des droits humains

Signataire du Pacte mondial des Nations unies, la Caisse des Dépôts veille au respect des droits humains et des libertés syndicales dans ses financements, sa politique RH et sur l'ensemble de la chaîne de valeur des activités de ses filiales et participations stratégiques.

Politique environnementale

La Caisse des Dépôts poursuit une démarche RSE exigeante autour de trois priorités : réduire ses émissions de gaz à effet de serre, en compenser une partie, et adopter des pratiques écoresponsables dans la gestion quotidienne de ses activités. Pour cela, elle construit et pilote des plans d'action sectoriels en étroite coordination avec l'ensemble des directions opérationnelles, les fonctions supports, les restaurants d'entreprises et CDC informatique. L'établissement s'est par ailleurs doté d'un programme de sensibilisation des collaborateurs aux enjeux environnementaux appliqués à son fonctionnement, tels que la mobilité, le numérique, la gestion de l'eau ou encore la préservation de la biodiversité.

Les prochains locaux parisiens de la Caisse des Dépôts, en cours de construction, ont été pensés et conçus dans une démarche RSE exemplaire.

Politique d'achat responsable

La Caisse des Dépôts intègre systématiquement des critères sociaux et environnementaux dans ses processus d'achat. Elle a renforcé en 2024 son Schéma de promotion des achats socialement et écologiquement responsables (SPASER) pour relever ses ambitions sur le climat et les déchets, améliorer l'inclusion sociale et rajouter un volet innovation. Une gouvernance dédiée et des procédures strictes garantissent que les fournisseurs respectent les normes éthiques et de conformité, contribuant ainsi à une chaîne de valeur responsable.

Protection des données personnelles

La Caisse des Dépôts a mis en place une gouvernance dédiée pour garantir le respect du Règlement général pour la protection des données (RGPD), en collaboration avec la CNIL. Des actions de sensibilisation et de formation auprès des collaborateurs viennent également encourager la diffusion de la culture en interne.

Chiffres clés

98 %

des collaborateurs en poste au sein de l'Établissement public ayant suivi le nouveau module de formation obligatoire sur la déontologie, également intégré dans le passeport « risques et conformité » pour les nouveaux arrivants

2025

Une nouvelle plateforme de signalement sécurisée déployée en 2025 afin d'aligner le dispositif sur les meilleurs standards de Place (<https://caissedesdepots.signalement.net/>)



Nos rapports 2025

Retrouvez le Rapport d'activité ainsi que
l'ensemble des rapports annuels pour 2025 :
<https://www.caissedesdepots.fr/resultats-et-rapports-annuels>



Édition

Groupe Caisse des Dépôts.
56, rue de Lille
75356 Paris 07 SP
Tél. 01 58 50 00 00
caissedesdepots.fr
Direction de la communication, du mécénat et des partenariats

ISSN : 2491-9160



Conception graphique de ce document par PricewaterhouseCoopers Advisory

Contact : fr_content_and_design@pwc.com

Crédits : Couverture : © Christophe Caudroy - Caisse des Dépôts - 2025 / P. 2 : © Sophie Palmier - REA / Caisse des Dépôts - 2025 / P. 5 : © Frédérique Plas - Caisse des Dépôts - 2024 / P. 6 : © Brigitte Hase - Union européenne - 2021 / P. 7 : © Guillaume Souvent - AFP / © Thomas Gogny - Caisse des Dépôts - 2022 / © Christophe Caudroy - Caisse des Dépôts - 2025 / P. 8 : © Thomas Gogny - Caisse des Dépôts - 2022 / P. 10 : © Ingrid Bailleul - REA - Caisse des Dépôts - 2024 / P. 11 : © Lucille Pellerin / REA - Caisse des Dépôts - 2026 / © Sophie Palmier - REA / Caisse des Dépôts - 2026 / P. 12 : © Didier Bizet - Caisse des Dépôts - 2022 / © Thomas Gogny - Caisse des Dépôts - 2022 / © Lucille Pellerin - REA / Caisse des Dépôts - 2024 / P. 13 : © Jean Nicholas Guillo - REA - Caisse des Dépôts - 2023 / © Fabrice Coffrini - AFP / P. 15 : © Bertrand Guay - AFP / © Soberka Richard - HEMIS.FR - HEMIS VIA AFP / © Jean-Marc Pettina - Caisse des Dépôts - 2018 / P. 16 : © Thomas Gogny - Caisse des Dépôts - 2022 / P. 17 : © Nanda Gonzague - Caisse des Dépôts - 2026 / P. 18 : © Sameer Al-Doumy - AFP - 2025 / © Marta Nascimento - REA / Caisse des Dépôts - 2024 / © Pierre Vassal - Haytham - REA / P. 19 : © Sébastien Ortola - REA - Caisse des Dépôts - 2021 / © Alexandre Krassovsky - Caisse des Dépôts - 2026 / P. 21 : © Pascal Yuan, Caisse des Dépôts, Banque Des Territoires, 2025 / © Intact / P. 22 : © Jair Lanes - Caisse des Dépôts - 2025 / P. 23 : © Marion Parent - Caisse des Dépôts - 2026 / P. 24 : © Benoît Decout - REA - Caisse des Dépôts - 2021 / © Stéphane Laure - 2024 / © Christophe Caudroy - Caisse des Dépôts - 2025 / P. 25 : © Margot Samson - ENS Louis Lumière - Caisse des Dépôts - 2025 / P. 27 : © Nicolas Ksiazek - Direction des Politiques Sociales - Caisse des Dépôts / © Nicolas Ksiazek - Direction des Politiques Sociales / Caisse des Dépôts / P. 35 : © Sophie Palmier - REA / Caisse des Dépôts - 2026 / P. 45 : © Sébastien Ortola - REA - Caisse des Dépôts - 2023 / © Mathieu Coulon Faudemer / P. 46 : © Xavier Popy - REA - Caisse des Dépôts - 2022 / P. 47 : © Farid Djemmal - Caisse des Dépôts - 2024 / © Jean Nicholas Guillo / REA - Caisse des Dépôts - 2024 / P. 48 : © Xavier Popy - REA - Caisse des Dépôts - 2024 / Illustrations : © Laura Wohlgehaben

**VOUS PENSIEZ
ÊTRE ÉCONOME.
VOUS ÊTES
GÉNÉREUX.**

Grâce à la Caisse des Dépôts,
60 % de votre épargne
(Livret A ou LDDS)
est utilisée pour financer
des logements abordables
ou la rénovation
d'écoles et d'hôpitaux.
Vous épargnez, on agit.



**Ensemble,
faisons grandir
la France**